



REVUE REGIONALE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS, L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

2021



Cette revue a été réalisée avec l'appui financier de la **Commission de l'UEMOA** à travers le **Programme Statistique Régional 2015-2020** et l'appui technique d'**AFRISTAT**



**LES INSTITUTS NATIONAUX DE LA STATISTIQUE DES ETATS MEMBRES DE
L'UEMOA CONTRIBUTEURS**



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Togo

Cahier 2

Gouvernance, paix et sécurité

Insécurité et conditions de vie des populations, *Esseh Senah KOUPOGBE (INSEED, Togo) et Hippolyte Sinam TOKI (Consultant)*

Déterminants de la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité au Bénin, *Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD, Bénin)*

Facteurs explicatifs de la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau, *Osvaldo Cristo João MENDES (INE, Guinée-Bissau)*

Insécurité et conditions de vie des populations

Esseh Senah KOUPOGBE ^a et Hippolyte Sinam TOKI ^b

^a *Institut National de la Statistiques et des Etudes
Economiques et Démographiques, Togo*

^b *Consultant*

Résumé : Cette étude se propose de contribuer au débat sur l'insécurité au Togo. Elle a pour objectif de déterminer les facteurs explicatifs du sentiment d'insécurité en mettant l'accent sur les conditions de vie de la population. Pour atteindre cet objectif, deux méthodes d'analyses statistiques ont été utilisées : la classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les facteurs obtenus après une analyse des correspondances Multiples (ACM) afin de construire la variable d'intérêt et la régression logistique multiniveau qui permet de déterminer les facteurs explicatifs du sentiment d'insécurité. Les données de l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Togo, réalisée en 2017 ont été utilisées. Les résultats de l'étude montrent que sur dix individus âgés de plus de 18 ans, trois ont le sentiment d'être en insécurité. Les personnes ayant un niveau de vie bas reportent davantage d'insécurité. Habiter des maisons individuelles telles que les villas augmente la probabilité de se sentir en sécurité par rapport aux individus habitant des maisons à plusieurs logements. Les célibataires sont susceptibles d'avoir plus le sentiment d'insécurité que les mariés monogames et les veufs. Les résultats ont également montré que les variables propres aux communautés influencent le sentiment d'insécurité. Le fait de vivre en zone urbaine augmente, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de se sentir en insécurité. Le nord du pays apparaît comme la zone où la probabilité de se sentir en sécurité est plus élevée.

Mots clés : classification ascendante hiérarchique, conditions de vie, régression logistique multiniveau, sentiment d'insécurité, Togo.

Abstract : This study aims to contribute to the debate on insecurity in Togo. Its objective is to determine the explanatory factors of the insecurity feeling by focusing on the living conditions of the population. To achieve this objective, two methods of statistical analysis are used: the ascending hierarchical classification on factors obtained after Multiple Correspondence Analysis (MCA) in order to construct the variable of interest and multilevel logistic regression that allows to determine the explanatory factors of the feeling of insecurity. Data from the 2017 Integrated Regional Employment and Informal Sector Survey in Togo are used. The results of the study show that out of ten individuals over the age of 18, three feel insecure. People with less diploma feel more insecurity. Living in detached houses such as villas increases the likelihood of feeling safe compared to individuals living in multi-unit homes. Single people are more likely to feel more insecure than monogamous couples and widowers. The results also showed that community-specific variables influence of feelings insecurity. Living in urban areas increases all other things equally the likelihood of feeling insecure. The north of the country appears to be the area where the probability of feeling safe is higher.

Keywords: ascending hierarchical classification, living conditions, multilevel logistic regression, feeling insecure, Togo.

Introduction

La question de la sécurité humaine est aujourd'hui devenue un enjeu majeur dans l'agenda politique international. Même s'il existe une grande diversité en termes d'approches (système des Nations unies, organisations régionales et internationales, coopération bilatérale, organisations de la société civile, etc.), tous les acteurs s'accordent à reconnaître que la sécurité ne se réduit plus seulement à l'acception traditionnelle en termes de protection des frontières de l'Etat et de son territoire contre toute menace extérieure. L'accent est de plus en plus porté sur les personnes et l'on passe d'une conception de la sécurité centrée sur l'Etat à celle centrée sur le citoyen (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE, 2006). Comme l'évoque le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la sécurité de la personne étant un droit fondamental de l'homme, la protection des individus constitue pour les

gouvernements une obligation essentielle. Les Etats sont tenus de garantir les droits fondamentaux de leurs citoyens et des autres ressortissants en prenant des mesures positives pour les protéger contre la menace d'actes terroristes et de traduire les auteurs de tels actes en justice.

Depuis le temps des indépendances, l'Afrique a toujours été le théâtre des crises politiques récurrentes, de nombreux conflits, d'attentats terroristes, de braquages et de vols suscitant un sentiment d'insécurité auprès de sa population. L'une des principales conséquences de ce phénomène est le ralentissement de la croissance économique de ces pays africains avec déjà tous les maux dont souffre le continent. En effet, l'Afrique demeure le continent regorgeant la grande majorité de la population la plus pauvre. Plus de 400 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté en Afrique et le continent abrite 70 % des populations les plus pauvres du monde (CEA, 2018). D'après la banque mondiale, en 2015, environ 41 % de la population d'Afrique subsaharienne vit en dessous du seuil international de pauvreté (un seuil fixé à 1,90 dollar par jour). Une autre étude effectuée par la Banque mondiale en 2012 montre qu'avec un taux annuel moyen d'environ 4,5%, le continent africain affiche une forte croissance économique depuis plus de vingt ans. Ce taux de croissance économique enregistré au cours des vingt dernières années a fortement contribué à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de la population dans les domaines de la santé et de l'éducation. Toutefois, le continent compte davantage de personnes dans une situation de pauvreté extrême du fait de la croissance démographique galopante dans de nombreux pays.

Le Togo, à l'instar des pays africains, n'échappe pas au phénomène d'insécurité. Malgré une amélioration des conditions de vie de la population, avec une proportion des pauvres au Togo qui passe de 55,1% en 2015 à 53,5% en 2017, soit une diminution de 1,6 points de pourcentage (d'après l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economique et Démographique), le sentiment d'insécurité de la population ne semble pas diminuer. En 2018, un bilan de l'état d'insécurité alarmant est fait par les hautes autorités de l'Etat. En effet, le Togo a enregistré cette année-là 5 814 cas d'accidents de la circulation ayant engendré 592 morts et 7 951 blessés, 74 cas de vols à mains armées, 155 meurtres par lynchage, 145 cambriolages et 12 cas d'enlèvements uniquement dans les rangs des Peuhls bouviers. En ce qui concerne les trafics illicites, les forces de l'ordre ont saisi 5 255 kg de cannabis, 236 764 kg de cocaïne, 85 411 kg de médicaments frelatés 446 683 litres de carburants de contrebande avec une interpellation de 288 voitures et 89 motos impliquées dans le commerce illicite. Depuis 2018, la menace terroriste longtemps confinée au Sahel se répand vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Pour le Togo, ce risque a été confirmé en février 2019 lors d'une attaque contre un poste mobile de douane à Nohao, dans la province du Boulgou au Burkina, proche de la région des savanes du Togo (Institut d'études et de sécurité, 2019), une menace qui s'approche des frontières togolaises et qui crée auprès de la population des craintes et des sentiments d'insécurité.

Face à cette recrudescence de l'insécurité, le gouvernement togolais, depuis plusieurs années, ne cesse de mettre au point des stratégies de lutte contre les actes de violence. Pour lutter contre la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petits calibres, le gouvernement a créé en 2001 une commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petits calibres (CNLPAL). Cette commission a détruit entre 2003 et 2009 plus de 9 909 armes illicites et 699 228 munitions saisies sur les coupeurs de route, les braqueurs à main armée et les braconniers, par les forces de l'ordre et de sécurité (Rapport national de la CNLPAL de l'année 2009). S'agissant des mesures préventives, les pouvoirs publics ont mis en place des systèmes de sécurité en procédant à la refondation des forces de défense et de sécurité. On note par exemple la création des Brigades Anti Criminalité (BAC) et des Brigades de Recherches et d'Investigations (BRI) au niveau des régions et des secteurs de police dont l'objectif principal est de rapprocher les services de sécurité des populations et de mieux faire face aux défis sécuritaires de l'heure. Ainsi, les forces militaires et policières coordonnent leurs activités et organisent des patrouilles pour prévenir des actes de banditisme et intervenir en cas d'agressions sur les personnes. Ces patrouilles sont beaucoup plus nombreuses la nuit, moment où les cambriolages, les attaques à main armée et les meurtres sont souvent perpétrés. Ces actions conjuguées de la police, la gendarmerie et de l'armée permettent régulièrement de démanteler de nombreux réseaux de criminels.

Afin de faire face au terrorisme, le gouvernement togolais a adopté plusieurs mesures, dont la création du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV), le 15

mai 2019. Mécanisme non-militaire, le CIPLEV vient en complément aux mesures prises par le Togo depuis 2017 pour prévenir l'extrémisme violent sur son territoire. Il a pour mission, d'une part, « d'éradiquer ou de réduire sensiblement la propagation de l'extrémisme violent sur l'ensemble du territoire togolais » et d'autre part, de « renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et la société civile ».

Aussi innovantes qu'elles puissent paraître, les mesures prises par le Togo pour prévenir et lutter contre l'insécurité sur son territoire doivent être soumises au test de la réalité. En effet, malgré les nombreuses mesures prises par les autorités, les crimes ne semblent pas s'effriter créant chez les habitants un sentiment d'insécurité, de peur et de méfiance. Le Togo n'échappe pas non plus au phénomène de croissance démographique (avec un taux de croissance démographique de 2,3 %) induisant des inégalités sociales. Ces inégalités sont l'une des causes de l'insécurité grandissante. Partant du constat de l'existence des états d'insécurité au Togo avec des annonces récurrentes des forces de l'ordre sur des cas de vandalisme malgré le maillage sécuritaire et les stratégies mises en place par le gouvernement, cette étude se propose d'analyser l'état du sentiment d'insécurité de la population par rapport à leur condition de vie.

L'objectif général de cette étude est d'évaluer les effets des conditions de vie sur l'insécurité de la population togolaise. De façon spécifique, cette étude vise à : (i) décrire les conditions de vie de la population suivant leur sentiment d'insécurité, (ii) déterminer les caractéristiques des individus ayant le sentiment d'insécurité, et (iii) identifier les principaux facteurs d'insécurité de la population.

Au regard de la littérature, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle les variables de conditions de vie influencent le sentiment d'insécurité. Plus spécifiquement, on peut dire que (i) les individus avec un niveau de vie bas sont susceptibles d'avoir plus le sentiment d'être en insécurité, (ii) à cause de leur vulnérabilité physique, les personnes âgées et les femmes auront davantage peur pour leur sécurité.

1. Revue de la littérature

Le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de 1994 soulève sept composantes de la sécurité humaine : sécurité économique, sécurité alimentaire, sécurité sanitaire, sécurité de l'environnement, sécurité personnelle, sécurité de la communauté, sécurité politique. La composante personnelle est celle qui fait l'objet de cette étude. La sécurité contre la violence physique est sans doute l'aspect numéro un de la sécurité humaine. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la vie humaine est de plus en plus la cible de violences soudaines et imprévisibles (PNUD, 1994).

1.1. Etat des lieux théoriques d'insécurité

La question de l'insécurité est située au cœur des transformations sociétales et souvent associée à de multiples phénomènes criminels tels que les vols, le vandalisme, la délinquance le terrorisme international, les « bavures », etc.

P. Bellanger et al (2009) arrivent à trouver une double facette au concept d'«insécurité». L'insécurité dite « objective » ou réelle et l'insécurité « subjective » ou encore le sentiment d'insécurité. Les deux sont complémentaires mais n'ont pas le même statut. En effet, l'insécurité correspond à un vécu de proximité. Le fait d'avoir vécu une agression ou une violence soi-même ou par un proche peut provoquer un sentiment légitime d'insécurité, à ne pas confondre avec ce sentiment diffus (et diffusé) d'insécurité que l'on peut vaguement ressentir ; le monde et la société étant violents, la population est de facto en insécurité latente, permanente (Benoit Albert, 2006). L'insécurité réelle rend compte d'un état de la société que certains tentent d'objectiver grâce à la collecte de statistiques de criminalité, d'enquêtes de victimisation ou d'enquêtes de délinquance auto-révélée. Le sentiment d'insécurité s'apparente traditionnellement à la peur, par conséquent davantage subjectif de la délinquance vécue pour soi et pour ses proches (hésiter à sortir le soir, craindre d'être victimisé, confiance en la police...) (Mathieu Chapeau et al).

Le sentiment d'insécurité est défini par Peyrefitte (1977) comme une angoisse cristallisée sur la peur d'être victime d'un crime. Ce sentiment se fonde sur une perception fragmentée et présente différentes facettes, dont les unes tiennent au caractère de chacun, les autres à l'environnement. Cette perception fragmentée est influencée par : l'expérience personnelle de l'individu (une personne directement victime d'un crime a peur et se sent en insécurité), son entourage (la violence peut être ressentie comme lointaine (elle touche un inconnu) ou proche (elle touche un parent, un ami de l'individu), directe (une agression physique) ou indirecte (comme par exemple un vol de voiture), les moyens de communication (la place accordée à la violence par les médias contribue grandement à alimenter le sentiment d'insécurité) (Anthony Garoscio, 2006).

La question standard « peur de marcher seul(e) le soir dans le quartier ? » était utilisée comme proxy du sentiment d'insécurité et a fait l'objet d'une vaste discussion. L'avantage de cette question c'est qu'elle est régulièrement utilisée dans les recherches empiriques depuis les années 70, une série chronologique de son évolution pouvant ainsi être construite. Cependant, parallèlement, certains affirment que l'on ne sait pas exactement ce qu'elle mesure, ni si elle a un quelconque rapport avec l'« insécurité » ou la « peur du crime » (Groenemeyer, 2009). Ainsi, plusieurs auteurs ont démontré que la question standard surestime largement le sentiment d'insécurité. Pour ces auteurs, la question comprend aussi des dimensions et des aspects émotionnels très variés, des attitudes de colère, de protestation et de mécontentement. Les recherches montrent que les attitudes et croyances des gens sont 'extraordinairement instables' et peuvent varier de façon considérable en très peu de temps. De façon plus importante, on peut se demander si les résultats obtenus dans une situation artificielle (c'est-à-dire une enquête) peuvent être utilisés pour en tirer des enseignements sur la vie ou les expériences quotidiennes (Cutting crime impact, 2019). Pour mieux capter le sentiment d'insécurité, plusieurs auteurs optent pour une « approche multifactorielle » en associant à la question standard, des variables telles que l'expérience directe ou indirecte de la victimation, l'intégration sociale, ou encore l'efficacité collective et les incivilités au sein du quartier.

Relativement à la distinction entre sentiment d'insécurité et insécurité objective, on parle d'objectivité dans le sens où une menace peut être réelle, territoriale, qu'elle vienne d'un État ou d'un groupe ethnique, d'un mouvement terroriste ou d'une guérilla et occasionne des pertes en vies humaines et matérielles (Adamou Moussa, 2019). L'insécurité objective repose sur un risque réel de victimisation et regroupe donc les menaces ou les dangers concrets de la criminalité. Ainsi, l'insécurité objective peut être, notamment, mesurée à l'aide des statistiques officielles de la criminalité (Franssen et al, 2003). Lors d'une étude sur la violence à Lausanne, l'un des quartiers que les gens citaient comme étant le plus dangereux était Saint-Laurent ; or, les chiffres sont clairs : le nombre d'infractions commises à Saint-Laurent est très faible en réalité. Le nombre de délits n'est donc pas toujours corrélé au sentiment d'insécurité. Bien que le fait de vivre dans un environnement dangereux puisse avoir une incidence, le lien n'est pas direct. Dès lors, lorsque l'on dit que l'insécurité augmente, il faut bien comprendre que les chiffres des délits augmentent, mais pas obligatoirement le sentiment d'insécurité (Hubleur Frédéric, 2003).

Pour certains auteurs, le sentiment d'insécurité et l'insécurité objective peuvent être associés. Les enquêtes de terrain ont montré bien souvent une distorsion entre les niveaux de délinquance constatés et le sentiment d'insécurité exacerbé dans certains quartiers ou territoires. Dans sa dimension subjective, l'insécurité reflète pour une part l'état psychologique du sujet, avec les angoisses et les peurs qu'il peut éprouver face à une personne, un groupe, une situation. Insécurité objective et subjective peuvent être corrélées (Roché, 1998).

Dans le cadre de notre étude, au vu des données disponibles, l'approche du sentiment d'insécurité sera adoptée. Tout comme Rader (2004) on peut définir le sentiment d'insécurité comme l'émotion ressentie face à la menace de victimisation et l'évaluation émotive de la peur d'être victime d'un acte criminel.

1.2. Déterminants du sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité est généralement la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les conditions de vie de l'individu, l'expérience personnelle et de l'entourage, les caractéristiques propres à la zone d'habitation et les moyens de communication

Conditions de vie

Certains auteurs recherchent l'origine du sentiment d'insécurité dans l'amélioration du niveau de vie et le calme relatif de nos sociétés modernes. Paperman suggère par exemple que l'une des raisons du sentiment d'insécurité se trouve dans la relative tranquillité de la vie publique de nos sociétés. Ce serait « parce que nous jouissons de cette tranquillité, que nous réagissons vivement aux plus petites perturbations de la vie publique. Ainsi se dissiperait l'irrationalité apparente du sentiment d'insécurité, symptôme de l'abaissement d'un seuil de tolérance aux désordres, plutôt que symptôme d'un état objectif des troubles de l'ordre public » (Paperman, 1991).

Sexe

La plupart des études convergent en ce qui concerne le sentiment d'insécurité plus élevé chez la femme que chez l'homme. Comme le montrent les données de la police et les enquêtes sur la victimisation, les hommes ont un plus grand risque d'être victimes d'agressions et de crimes violents (Carrabiane et al, 2009). Néanmoins, malgré le fait qu'elles comptent moins de victimes, les femmes font part d'un sentiment d'insécurité plus élevé que les hommes. Cela est dû à une combinaison de plusieurs effets : une plus grande peur du viol (Ferraro, 1995), le sentiment qu'elles doivent protéger également leur enfant, ou le fait qu'elles pourraient être perçues particulièrement responsables du fait de leurs activités quotidiennes (leurs tenues vestimentaires) si elles sont victimes d'un acte criminel (Schafer et al, 2006). Fetchenhauer et Buunk (2005) avancent aussi le fait que les femmes et les hommes ne percevaient pas les événements de la même manière. Les femmes auraient plus peur, car elles percevaient plus de conséquences graves à la suite d'un crime. Cependant, quelques études n'arrivent pas à ce constat, certains chercheurs n'ont retrouvé aucun effet du genre sur la peur du crime (Beaulieu et al., 2003; Shield et al., 2002).

Statut matrimoniale

Quant à l'état matrimonial, les gens vivant seuls ou sans conjoint auraient davantage peur du crime (Mesch, 2000). Être marié réduit le risque d'être victime d'une agression, car le mariage entraîne un comportement moins risqué (par exemple en ce qui concerne les sorties nocturnes, l'usage des transports publics), un renforcement du contrôle fiscal (Umberson 1987, Cheung 1998). Par contre, les personnes ayant des enfants ont tendance à avoir plus le sentiment d'être en insécurité et déclarent plus fréquemment avoir peur pour leurs enfants que pour eux-mêmes (Pramil, 2018).

Appartenance ethnique

Les groupes ethniques minoritaires sont généralement plus victimes de crimes que les autres. Néanmoins, il est difficile d'isoler cet effet, car d'autres facteurs socio-économiques sont peut-être responsables des résultats obtenus, par exemple les groupes ethniques minoritaires vivent généralement dans les zones socialement marginalisées (OCDE, 2001).

Niveau d'éducation

Les gens de faible niveau de scolarité manifesteraient plus la peur du crime que les gens instruits (Mesch, 2000). Des résultats similaires sont obtenus par Julien PRAMIL pour qui le niveau de diplôme a un effet peu significatif sur le sentiment d'insécurité au domicile et sur le renoncement à sortir seul de chez soi : moins la personne est diplômée, plus son risque de se sentir en insécurité augmente.

Niveau de vie

Le niveau de vie apparaît comme une variable importante dans l'analyse du sentiment d'insécurité. Plus la personne est pauvre, plus la probabilité qu'elle se sente en insécurité ou qu'elle renonce à sortir seule de chez elle augmente. A contrario, la probabilité de se sentir en insécurité est minimale pour les personnes à niveau de vie élevé par rapport au reste de la société et qui habitent un quartier où les habitants ont un niveau de vie supérieur ou égal. (Pramil, 2018).

Le niveau de revenu

Les personnes présentant un faible revenu démontreraient davantage de peur (Garofalo, 1981; Hraba et al., 2002). Toutefois, la valeur de prédiction donnée au revenu semble dépendre du type de

peur mesuré. Selon Keane (1992), les gens à faible revenu présenteraient plus de peur diffuse alors que les mieux nantis présenteraient plus de peur concrète. Pour Acierno et al. (2004), les gens à faible revenu rapporteraient plus de peur du crime contre la personne, alors que pour d'autres auteurs. Le revenu n'est pas un facteur prédisant la peur du crime (Hraba et al., 2002; Shield et al., 2002).

Être non-immigré dans un quartier à forte part d'immigrés

Le fait de vivre dans un quartier où habite une part importante d'immigrés, sans être soi-même immigré, augmente le risque de se sentir en insécurité dans son quartier (Pramil, 2018).

Âge

Les jeunes sont plus exposés aux risques d'être victimes de certains crimes que les adultes, indépendamment de leur sexe, milieu social, lieu de résidence. Bien que la résistance physique décroisse avec l'âge, augmentant la vulnérabilité, les jeunes personnes font face à un risque plus important de subir des agressions criminelles du fait de leur style de vie (ils sortent souvent). En revanche, les constats diffèrent sur la question de l'impact de l'âge sur le sentiment d'insécurité; certains travaux suggèrent que les personnes âgées ont plus d'angoisses. Les personnes âgées ont un sentiment d'insécurité plus important que les autres groupes d'âge. Même si cela peut sembler paradoxal en regard de leur faible victimation, plusieurs facteurs (tels que la vulnérabilité physique et sociale) peuvent expliquer leur plus grande peur (Dayez J-B, 2012). D'autres résultats ont mis en lumière le résultat opposé. Par exemple, Moore et Shepherd (2007) observent des variations du niveau de peur par catégories d'âges, selon le type de victimation. Ces auteurs montrent que la peur de l'agression physique est plus élevée chez les populations jeunes comprises entre 16 et 25 ans. Enfin, Ferguson et Mindel (2007) n'observaient quant à eux aucune différence entre les personnes âgées et les plus jeunes en ce qui concerne le sentiment d'insécurité.

Expérience personnelle et de l'entourage

Victimisation directe

L'expérience de victimisation antérieure est un facteur déterminant sur le sentiment d'insécurité. Le fait d'avoir subi des victimations augmente fortement le risque de se sentir en insécurité. Plusieurs cas sont distingués selon la nature de la victimation (atteinte aux biens ou violences à la personne) et le lieu de la victimation (victimation réalisée dans le quartier ou hors du quartier de résidence). L'effet est nettement plus fort quand la victimation s'est produite dans le voisinage. De plus, le fait d'avoir été victime de violences à la personne augmente plus fortement le sentiment d'insécurité. La théorie de la victimisation prédit que les victimes souffrent d'un plus haut niveau d'insécurité que les personnes n'ayant pas vécu cette expérience (Skogan, 1995; Hale, 1996 dans Vilalta, 2011, p. 174). Ainsi, il se pourrait que les personnes deviennent plus prudentes à la suite d'une victimisation, prudence développée par la peur de voir l'expérience se répéter. D'autres auteurs, au contraire, avancent que la victimisation réduirait le sentiment d'insécurité en démystifiant l'inconnu (Agnew, 1985).

Victimisation indirecte

La victimisation indirecte représente la connaissance de la victimisation par un intermédiaire, comme un proche ou un voisin. Hale (1996) estime que la victimisation indirecte jouerait un rôle plus important dans le sentiment d'insécurité que la victimisation directe.

Caractéristiques propres à la zone d'habitation

Milieu de résidence

Les taux de criminalité sont plus élevés dans les zones urbaines (plutôt que dans les zones rurales) et dans les quartiers pauvres plutôt que les quartiers riches. Les citoyens sont plus susceptibles de vivre proche de délinquants et leur trajet quotidien les expose à rentrer en contact avec autrui dans les lieux les plus anonymes (Lee, 2000 ; OCDE, 2011). En outre la population vivant dans des grandes villes ou en banlieues est plus susceptible de rentrer en contact avec des délinquants (Kelly, 2000). Hraba et al. (2002) observent dans une population tchèque que les résidents des régions urbaines ont plus peur du crime et perçoivent plus de risque que les résidents des régions rurales.

Présence des forces de sécurité dans la zone d'habitation

Les forces armées sont conçues pour faire face à l'insécurité dans les pays, la police pour protéger les personnes. L'attribution de l'insécurité à des causes externes (comme la carence des forces de police) entraîne la persistance du sentiment d'insécurité dans le temps (Moser, 1998). Plus visible, plus

proche des habitants dans leur milieu, la police communautaire parvient souvent à réduire le sentiment d'insécurité et à mettre en confiance la population. Cette confiance accrue se traduit généralement chez les citoyens par un recours moins contraint aux services policiers et une meilleure collaboration de leur part. Malgré la présence des forces de sécurité, la population en vient à remettre en cause leur efficacité. La confiance envers les forces de sécurité s'avère donc nécessaire dans la réduction du sentiment d'insécurité. Ainsi, les travaux de Piednoir (2006) aboutissent au résultat suivant lequel, il y a un sentiment de sécurité d'un point moins fort lorsque la qualité des services de police est jugée peu ou pas du tout satisfaisante que lorsqu'elle est jugée satisfaisante ou très satisfaisante.

Moyens de communication

La place accordée à la violence par les médias contribue à alimenter le sentiment d'insécurité. Les médias contribuent à la perception et à la représentation de la criminalité. Il a souvent été avancé qu'ils renforçaient un climat anxigène par rapport à la criminalité, notamment en raison d'un report disproportionné des cas et d'une volonté d'exposer des événements sensationnels (Altheide, 1997 ; Elchardus, et al., 2003 ; Killias, 1989 ; Killias, et al., 2012). Certains auteurs affirment qu'une plus grande implication dans la communauté suppose également un meilleur accès à l'information sur la présence de délinquance, qui peut se traduire par un plus grand sentiment d'insécurité (Sacco, 1993).

Par contre, d'autres auteurs trouvent que l'implication des moyens de communication peut théoriquement réduire le sentiment d'insécurité. Cette théorie prédit que les communautés avec de plus hauts niveaux de réseaux sociaux auront également des niveaux de cohésion sociale plus élevés et pourront ainsi être capables de répondre collectivement et efficacement à la criminalité et la peur de la criminalité. D'un autre côté, les communautés avec des niveaux plus bas de réseaux sociaux peuvent expérimenter des niveaux plus élevés d'activité criminelle et de sentiment d'insécurité (Bursik et Grasmick, 1993). Néanmoins, plusieurs études ont trouvé une influence minime des médias, voire inexistante lorsqu'on la confronte à d'autres variables, notamment celles en lien avec les différentes formes de vulnérabilité et les conceptions de l'individu (Killias, 1989 ; Killias, et al., 2012).

2. Données et méthodologie

2.1. Source de données

Cette étude s'appuie sur les données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) entre août et octobre 2017. Cette enquête repose sur une méthodologie harmonisée pour l'ensemble des pays de l'UEMOA. C'est une opération statistique d'envergure nationale et a couvert deux volets : le premier volet a collecté des données sur les caractéristiques sociodémographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Les bases issues du premier volet sont les mieux adaptées pour notre étude puisqu'elle contient un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage et un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré à tous les individus de 18 ans et plus dans tous les ménages.

2.2. Construction de la variable d'analyse

Dans le cadre de notre étude, la variable d'analyse sera le sentiment d'insécurité. Dans la littérature, la plupart des auteurs appréhendaient le sentiment d'insécurité à travers la question « avez-vous peur de marcher seul(e) le soir dans le quartier ? ». Cette approche a été vivement critiquée du fait qu'elle surestime largement le sentiment d'insécurité. Il a été recommandé d'associer à cette question plusieurs autres variables afin d'exclure l'effet des aspects émotionnels très variés, des attitudes de colère, de protestation et de mécontentement que pourraient éventuellement ressentir les enquêtés. Ainsi, il s'avère nécessaire de construire un indicateur composite du sentiment d'insécurité basé sur les

méthodes d'analyse multidimensionnelle des données, notamment la classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les facteurs obtenus après une Analyse des Correspondances Multiples (ACM).

Cette approche a le mérite de répartir les individus d'une population en sous-groupes homogènes. La CAH permet de construire une hiérarchie entière des objets sous la forme d'un "arbre" dans un ordre ascendant. On commence en considérant chaque individu comme une classe et on essaye de fusionner deux ou plusieurs classes appropriées (selon une similarité) pour former une nouvelle classe. Le processus est itéré jusqu'à ce que tous les individus se trouvent dans une même classe. Cette classification génère un arbre que l'on peut couper à différents niveaux pour obtenir un nombre des classes plus ou moins grand.

Les variables retenues dans la construction de cet indicateur sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Variables retenues pour la construction de la variable composite

Groupe d'indicateur	Questions
Conflits	De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?
	Si vous considérez votre localité, au cours des 12 derniers mois, le risque de violence entre les différents groupes a-t-il augmenté ?
	A votre avis, pensez-vous que la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois?
Degré de confiance en l'Etat	Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?
Degré de confiance entre citoyens	Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?
	Vous sentez-vous en sécurité dans les situations suivantes ?
	A. Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour
	B. Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit
	C. Quand vous êtes seul à la maison, le jour
	D. Quand vous êtes seul à la maison, la nuit
	E. Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)
F. A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	
Criminalité violente	Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?
	Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vécu les situations suivantes (A-E ci-dessous)?
	A. Quelqu'un s'est introduit dans votre résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose
	B. Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre maison, boutique, ou tout autre bien vous appartenant ou appartenant à votre ménage
	C. Quelqu'un vous a volé à l'extérieur de votre lieu de résidence
D. Vous avez été victime d'agression (blessé, giflé, bousculé, coup de poing, etc.)	
E. Vous avez été victime d'harcèlement sexuel (ex. viol, tentative de viol ou autres formes d'harcèlement)	
Discrimination par les forces de l'ordre	Pensez-vous que les forces de l'ordre de ce pays font de la discrimination sur la base de ...?
	A. Ethnicité
	B. Origine régionale
	C. Religion
	D. Situation économique (pauvreté)
	E. Genre/sexe
F. Handicap	
Efficacité des Forces de l'ordre face au problème de sécurité	Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre dans ce pays sont efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité?
Appréciation globale par rapport à la sécurité	Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez: A. En sécurité?

2.3. Spécification du modèle

Afin de déterminer les facteurs explicatifs du sentiment d'insécurité de la population togolaise, le passage à une modélisation économétrique s'avère nécessaire. La variable endogène (sentiment d'insécurité) étant qualitative à deux modalités, et en prenant en compte la hiérarchisation des variables explicatives, la modélisation se fera à base d'une régression logistique multiniveau.

En effet, le sentiment d'insécurité des individus pourrait être attribuable non seulement à leurs propres caractéristiques, mais également aux caractéristiques de leur zone de résidence. Ainsi, les

voisins peuvent avoir en commun des caractéristiques socioéconomiques et démographiques, des ressources et des expériences. Il s'avère nécessaire d'utiliser des techniques qui prennent en compte la dépendance possible entre des personnes issues d'une même communauté. Les techniques de régression traditionnelles supposent que les observations individuelles sont indépendantes les unes des autres. Si cette hypothèse n'est pas juste, les estimations des coefficients de régression peuvent être biaisées et les écarts-types, sous-estimés. Les techniques de régression multiniveau permettent de tenir compte de la dépendance possible de la variable d'intérêt entre les résidents d'un même secteur.

La modélisation multiniveau découle directement du modèle binaire classique, en incluant comme covariables des effets observables correspondant au premier niveau (Individus) et/ou au deuxième niveau (communautés) (respectivement x_{ij} et x_j) et des effets inobservables spécifiques au deuxième niveau α_j . Dans le cadre de cette étude, les communautés sont construites à partir des grappes. Soit y une variable dichotomique, caractéristique du sentiment d'insécurité d'un individu. Ainsi, pour un individu i de la communauté j , on définit :

$$y_{ij} = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ de la communauté } j \text{ à le sentiment d'être en insécurité } (y_{ij}^* > 0) \\ 0 & \text{s'il ne l'est pas} \end{cases}$$

où y_{ij}^* est une variable latente ; $j = 1, \dots, J$ $i = 1, \dots, n_j$

$$y_{ij}^* = \beta_0 + x_{ij}\beta_1 + x_j\beta_2 + \alpha_j + \varepsilon_{ij}, \text{ avec } \alpha_j \sim N(0, \sigma_\alpha^2) \quad \varepsilon_{ij} \sim N(0, \sigma_\varepsilon^2)$$

x_{ij} le vecteur des variables explicatives de niveau 1 tel que l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, le niveau de vie, ... ; x_j correspond aux variables de niveau 2 telles que la zone de résidence, la proportion de jeunes dans la communauté, la proportion de familles monoparentales, la proportion de familles pauvres.... ; α_j correspond aux effets inobservables spécifiques au niveau 2 ; β le vecteur des paramètres à estimer ; σ_α^2 désigne la variance intergroupe et σ_ε^2 la variance intragroupe. Le résidu individuel ε_{ij} suit une loi logistique.

Stratégie d'analyse

- *Modèle vide (sans variables explicatives) : $y_{ij} = \beta_0 + \alpha_j + \varepsilon_{ij}$, avec $\alpha_j \sim N(0, \sigma_\alpha^2)$, $\varepsilon_{ij} \sim N(0, \sigma_\varepsilon^2)$*

Ce modèle permet de vérifier que l'on a bien un effet groupe en mesurant la part de la variabilité imputable au niveau communautaire.

- Si $\sigma_\alpha^2 > 0$: variation au niveau groupe impliquant que l'analyse multiniveau est appropriée
- Si $\sigma_\alpha^2 = 0$: pas de variation significative impliquant la non nécessité d'effectuer une analyse multiniveau ; on peut se contenter de la régression classique.

- *Le modèle M1 avec l'introduction des variables individuelles : $y_{ij} = \beta_0 + \alpha_j + x_{ij}\beta_1 + \varepsilon_{ij}$, avec $\alpha_j \sim N(0, \sigma_\alpha^2)$ $\varepsilon_{ij} \sim N(0, \sigma_\varepsilon^2)$*

Il s'agit d'introduire les variables individuelles dans le modèle vide et ensuite dégager les effets de ces variables sur la variabilité intergroupe.

- Si σ_α^2 diminue : la variabilité entre entités de niveau 2 était en partie due à la composition des groupes,
- Si σ_α^2 augmente: la variabilité entre groupes était en partie cachée par la composition de ces groupes.

- *Le modèle M2 ou le modèle complet avec l'introduction des variables individuelles et des variables communautaires : $y_{ij} = \beta_0 + x_{ij}\beta_1 + x_j\beta_2 + \alpha_j + \varepsilon_{ij}$, avec $\alpha_j \sim N(0, \sigma_\alpha^2)$ $\varepsilon_{ij} \sim N(0, \sigma_\varepsilon^2)$*

Toutes les variables étant introduites dans le modèle, les déterminants individuels et communautaires du sentiment d'insécurité seront identifiés.

Des coefficients de corrélation intra classe (ICC) ont été calculés pour chaque modèle. L'ICC correspond à la part de la variance expliquée par l'effet groupe.

$ICC = \frac{\sigma_{\alpha}^2}{\sigma_{\alpha}^2 + \sigma_{\varepsilon}^2}$. Les valeurs possibles du ICC varient entre 0 et 1, un 0 indiquant que les résidents d'une même communauté n'ont pas du tout les mêmes probabilités de déclarer un sentiment d'insécurité et un 1 indiquant que tous les résidents dans chaque quartier ont les mêmes probabilités de déclarer une crainte de la criminalité.

3. Résultats

3.1. Analyse du sentiment d'insécurité

La population adulte fait face à de nombreuses menaces dans leur vie quotidienne. Ces menaces ne sont pas perçues de la même manière par cette population. La population a moins d'inquiétude pour les délits de violence que les autres formes de menaces. Plus de 60% de la population adulte a déclaré ne pas du tout ou pas vraiment craindre dans leur vie quotidienne des violences telles que les violences d'ordre criminel, les violences entre communautés, les violences contre les femmes, les conflits armés ou guerres et le terrorisme.

Tableau 2 : Menaces inquiétantes dans la vie quotidienne de la population

Menaces inquiétantes	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Violence d'ordre criminel	23,9	15,3	27,2	33,6	100,0
Violence entre communautés	21,4	14,9	25,7	38,0	100,0
Violence contre les femmes	22,2	16,2	25,4	36,2	100,0
Conflit armé ou guerre	22,3	15,4	22,8	39,5	100,0
Terrorisme	23,4	16,0	21,4	39,2	100,0
Mort ou blessures dues à des catastrophes naturelles	21,8	19,8	24,5	33,9	100,0
Risques pour la santé	32,8	33,3	19,3	14,6	100,0
Pauvreté	41,7	33,6	16,5	8,2	100,0
Chômage	40,4	31,5	19,0	9,1	100,0
Faim	39,0	30,1	22,3	8,6	100,0
Expulsion (de votre lieu de résidence / votre terre)	14,0	16,5	25,3	44,2	100,0

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

En ce qui concerne la mort ou blessures dues à des catastrophes naturelles, plus de la moitié de la population (environ 58,4 %) semble aussi ne pas s'en inquiéter. Par contre, les phénomènes liés aux droits fondamentaux de l'homme semblent avoir beaucoup plus d'effets sur la population. En effet, 66,1%, 75,3%, 71,9 et 69,1% de la population adulte sont respectivement beaucoup ou plutôt inquiets de leur santé, de la pauvreté, du chômage et de la faim. Être expulsé de sa résidence ou de sa terre ne fait pas partie des menaces inquiétantes de la vie quotidienne de la majorité de la population adulte (environ 69,5%).

La nuit est le moment où la population craint le plus l'insécurité (Tableau 3). Plus de la moitié (52,6%) de la population âgée de plus de 18 ans a peur de marcher seule dans leur quartier. En journée, pour se déplacer seul dans le quartier, environ 47,0% de cette population déclare ne pas se sentir vraiment ou pas du tout en sécurité. Une partie de la population adulte a également le sentiment de ne pas être en sécurité dans sa propre maison. On remarque que 46,8% et 49,8% de la population craint pour sa sécurité lorsque les individus doivent se retrouver seuls à la maison, respectivement le jour et la nuit. Les lieux de travail et le transport public sont également des endroits où règne l'insécurité. Ainsi, 50,4% et 47,5% d'adultes ont le sentiment d'être en insécurité respectivement dans le transport en commun et à leur lieu de travail.

Tableau 3 : sentiment de sécurité de la population dans des situations spécifiques

	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	32,3	20,7	22,4	24,6	100,0
Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	21,4	26,0	32,1	20,5	100,0
Quand vous êtes seul à la maison, le jour	31,5	21,7	22,7	24,1	100,0
Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	23,8	26,4	29,3	20,5	100,0
Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	19,8	29,8	28,9	21,5	100,0
A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	23,9	28,6	25,1	22,4	100,0

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Au cours de l'année 2017, les victimes d'actes réprimandables ne représentent qu'une petite portion de la population. En effet, environ un Togolais adulte sur dix déclare qu'un individu s'est introduit dans sa résidence sans permission et a volé ou a essayé de leur voler quelque chose. Moins de 5 % de cette population déclare avoir subi un vol à l'extérieur de leur lieu de résidence ; 2,2% ont vu leurs maisons, boutiques ou autres biens leur appartenant être délibérément détruits ou endommagés. Une minorité est victime d'agression (1,2%) et de harcèlement sexuel (0,5%).

Tableau 4 : insécurité vécue par la population

	Non	Oui	Total
Quelqu'un s'est introduit dans votre résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose	89,5	10,5	100,0
Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre maison, boutique, ou tout autre bien vous appartenant ou appartenant à votre ménage	97,8	2,2	100,0
Quelqu'un vous a volé à l'extérieur de votre lieu de résidence	95,7	4,3	100,0
Vous avez été victime d'agression (blessé, giflé, bousculé, coup de poing, etc.)	98,8	1,2	100,0
Vous avez été victime d'harcèlement sexuel	99,5	0,5	100,0

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Se sentir en sécurité est un besoin humain fondamental, le garantir, une obligation majeure des hommes politiques et des autorités (Basler, 2013). En ce qui concerne l'impression de la population sur l'efficacité dans la résolution de toutes les formes de crimes effectués par les forces de l'ordre, elle semble être appréciée par la majeure partie de la population (65,7%). Environ 55,7% de la population adulte trouve que les forces de l'ordre ne sont pas vraiment ou pas du tout impliquées dans la corruption.

Pareillement aux forces de l'ordre, la plupart de de la population (66,0%) fait confiance à l'Etat pour assurer leur protection, celle de leur ménage et de leurs biens contre la criminalité et la violence. En ce qui concerne la confiance envers la plupart des gens qui les entourent, l'avis de la population semble partager.

La majorité de la population (92,3%) trouve que le degré de tension ou de violence qui existe entre les différents groupes vivant dans leur localité n'est pas important.

Tableau 5 : impression de la population sur les forces de l'ordre, le voisinage et l'Etat face à l'insécurité

	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Diriez-vous que les forces de l'ordre sont efficaces dans la résolution de toutes les formes de crime	23,9	41,8	26,2	8,1	100,0
Pensez-vous que les forces de l'ordre sont impliquées dans la corruption?	18,7	25,6	38,4	17,3	100,0
Pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?	2,3	5,4	41,5	50,8	100,0
Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence	28,4	37,6	24,2	9,8	100,0
Etes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?	18,1	32,2	37,5	12,2	100,0

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

- **Construction de l'indicateur composite sentiment d'insécurité**

Une première analyse effectuée fournit un pourcentage d'inertie égal à 18,86 % sur le premier plan factoriel, avec 12,03 % sur le premier axe (Annexe). Ensuite les variables les moins représentées ou qui contribuent le moins au premier axe sont retirées de l'analyse (en tenant compte des variables pertinentes) pour permettre d'avoir un maximum possible d'inertie sur le premier axe factoriel ; chaque

variable retenue vérifie la propriété de consistance ordinale sur le premier axe factoriel (COPA). 10 variables (36 modalités associées) sont finalement retenues pour la construction de notre indicateur.

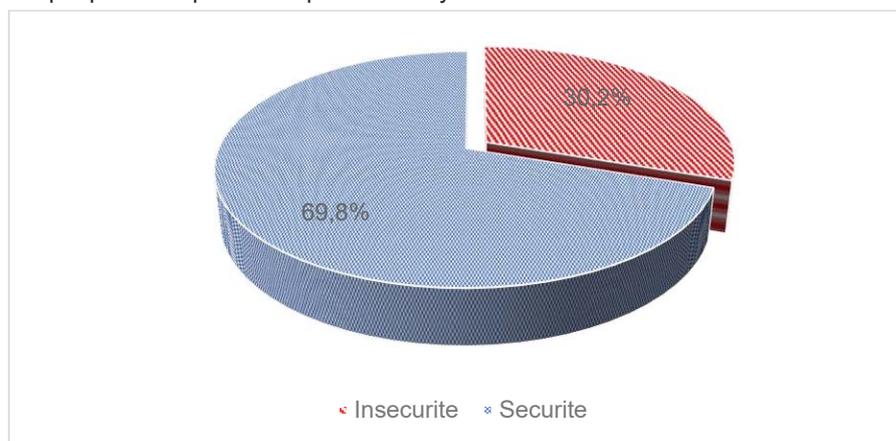
A l'issue de la classification hiérarchique, deux classes sont formées :

Classe 1 : regroupe les individus ayant un sentiment d'insécurité. Les violences d'ordre criminel les inquiètent quotidiennement et ils ne se sentent pas vraiment ou pas du tout en sécurité lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier la nuit. Certains de ces individus ont été menacés avec une arme à feu ou autre type d'arme. Dans la résolution de toutes les formes de crime, ces individus déclarent que les forces de l'ordre ne sont pas vraiment ou pas du tout efficaces et soupçonnent plutôt l'implication de ces forces de l'ordre dans la corruption. En ce qui concerne leur protection, celle de leur ménage et leurs biens contre la criminalité et la violence, ces individus ne font pas vraiment ou pas du tout confiance à l'Etat. Ils pensent que le degré de tension ou de violences existant entre les différents groupes dans leur localité est important et ne font pas vraiment ou pas du tout confiance à la plupart des gens qui les entourent.

Classe 2 : regroupant les individus ayant un sentiment de sécurité. Pour ces individus, les violences d'ordre criminel ne les inquiètent pas vraiment ou pas du tout dans leur vie quotidienne. Ils ont le sentiment d'être beaucoup ou plutôt en sécurité lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier la nuit, n'ont pas été victimes de menace d'une arme à feu ou d'autre type d'arme. Les forces de l'ordre sont pour eux beaucoup ou plutôt efficaces dans la résolution de toutes les formes de crime et ne sont pas du tout ou pas vraiment impliquées dans la corruption. Pareillement, ils déclarent faire beaucoup ou plutôt confiance à l'Etat pour assurer leur protection, celle de leur ménage et de leurs biens contre la criminalité et la violence. Ils pensent qu'au sein de leur localité, il n'existe pas du tout ou pas vraiment de tension ou de violence entre les différents groupes et font confiance aux gens de leur entourage.

La construction des deux classes à partir de la classification hiérarchique montre que la majorité de la population âgée de plus de 18 ans a le sentiment d'être en sécurité. Comme on peut l'observer sur le graphique ci-dessous, environ trois personnes sur dix ont le sentiment d'être en insécurité sur le territoire togolais.

Graphique 1: Proportion de personnes ayant le sentiment d'insécurité



Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

3.2. Conditions de vie de la population et sentiment d'insécurité

Presque les mêmes proportions de femme et d'homme ont le sentiment d'être en insécurité. Mais un léger avantage est observé au niveau des hommes où seulement 30,0% montrent un sentiment d'insécurité. Les individus avec des niveaux d'études bas ont tendance à se sentir plus en insécurité. En effet, près de 29,9% et 27,6% des individus adultes respectivement sans aucun niveau et du niveau primaire ont le sentiment d'être en insécurité contre 32,0% et 32,7% respectivement du niveau secondaire et supérieur.

Tableau 6 : Sentiment d'insécurité et conditions de vie

		Insécurité	Sécurité	Total
Sexe	Homme	30,0	70,0	100,0
	Femme	30,4	69,6	100,0
	Aucun	29,9	70,1	100,0
Niveau instruction	Primaire	27,6	72,4	100,0
	Secondaire	32,0	68,0	100,0
	Supérieur	32,7	67,3	100,0
	Célibataire	41,8	58,2	100,0
Situation matrimoniale	Marié(e) monogame	35,0	65,0	100,0
	Marié(e) polygame	29,6	70,4	100,0
	Divorcé (e)	28,9	71,1	100,0
	Veuf (veuve)	26,4	73,6	100,0
	Le plus pauvre	35,8	64,2	100,0
Niveau de vie	Second	30,8	69,2	100,0
	Moyen	26,7	73,3	100,0
	Quatrième	29,4	70,6	100,0
	Le plus riche	30,0	70,0	100,0
Groupe âges spécifiques	18 - 24 ans	32,2	67,8	100,0
	25 - 34 ans	29,9	70,1	100,0
	35 - 64 ans	29,6	70,4	100,0
	65 ans et plus	32,7	67,3	100,0
Milieu de résidence	Urbain	37,9	62,1	100,0
	Rural	24,0	76,0	100,0
	Maritime	29,1	70,9	100,0
	Plateaux	32,2	67,8	100,0
Région de résidence	Centrale	25,3	74,7	100,0
	Kara	21,8	78,2	100,0
	Savanes	18,9	81,1	100,0
	Grand Lomé	38,9	61,1	100,0

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Les veufs sont les plus susceptibles à être plus en sécurité. Près de 73,6% ne craignent pas pour leur sécurité. Les célibataires apparaissent comme étant ceux ayant plus le sentiment d'être en insécurité avec une proportion de 41,8%. Les mariées monogames, polygames et les divorcés ont respectivement dans leur rang, 35,0%, 29,6% et 28,9% d'individus avec un sentiment d'insécurité. En ce qui concerne l'âge, les deux classes aux extrêmes (18 - 24 ans et 65 ans et plus) regorgent le plus d'individus avec un sentiment d'insécurité. Parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans, moins de 30% ont un sentiment d'insécurité.

Par rapport à la variable niveau de vie, les plus pauvres ont en leur sein la proportion la plus élevée (35,8%) d'adultes ayant le sentiment d'insécurité contrairement à la classe moyenne qui recense la propension la plus faible. Environ trois personnes sur dix parmi les plus riches ressentent l'insécurité. Les ruraux semblent plus en sécurité que les personnes vivant dans les zones urbaines. En effet, 37,9% d'urbains contre 24,0% de ruraux ont le sentiment d'être en insécurité. En 2017, le grand Lomé a mobilisé la plus la forte proportion d'individus (38,9%) ayant le sentiment d'être en insécurité, suivi par la région des Plateaux (32,2%), Maritime (29,1%), Centrale (25,3%), de la Kara (21,8%) et des Savanes (18,9%).

3.3. Déterminants du sentiment d'insécurité

Pour modéliser le sentiment d'insécurité, les variables principalement sélectionnées sont constituées à deux niveaux : le niveau 1 constitué des variables propres aux individus qui sont celles portant sur les conditions de vie des individus (telles que le niveau de vie, le type de logement, la nationalité, le sexe, l'âge, la situation matrimoniale, le niveau d'instruction...) et les variables liées à la victimisation (telles que le harcèlement sexuel, victime d'agression, vols ou tentative de vol, endommagement de biens personnels) et les variables de niveau 2 qui sont les variables propres aux communautés. Hormis les variables région et milieu de résidence, les autres variables propres aux communautés ont été construites. Chacune de ces variables est divisée en deux modalités en prenant en compte la médiane des proportions faibles ou élevées de chaque caractéristique. Ainsi, une communauté a une proportion élevée de personnes non instruites et de familles monoparentales si respectivement dans cette zone, plus de 30% sont sans aucun niveau d'instruction et plus de 20% sont des familles monoparentales. On parlera de proportion élevée de jeunes dans une communauté, si plus

de 74% de la population de la zone est jeune et de proportion élevée de ménages à faible niveau de vie, si la communauté a plus de 50% de ménages pauvres.

Les résultats du modèle vide (tableau 7) indiquent que le sentiment d'insécurité varie de façon significative entre les communautés étant donné que la composante de la variance communautaire est significativement supérieure à 0. Environ 33,46 % de la variation totale du sentiment d'insécurité pourrait être attribuée à des différences entre les communautés.

La proportion de la variation totale du sentiment d'insécurité qui était attribuable à l'environnement de la communauté a chuté à 32,83 % après la prise en compte des caractéristiques propres aux individus. On peut ainsi supposer qu'une partie de la variation du sentiment d'insécurité entre les communautés s'explique par les caractéristiques des résidents. Le modèle 1 montre effectivement que la plupart des variables propres aux personnes ont expliqué une partie de la variation du sentiment d'insécurité.

Tableau 7 : résultats de la régression

Sentiment d'insécurité	Modèle vide		Modèle 1		Modèle 2	
	Odds Ratio	[95% Conf.Interval]	Odds Ratio	[95% Conf.Interval]	Odds Ratio	[95% Conf.Interval]
Caractéristiques propres aux individus						
Niveau d'instruction (réf = supérieur)						
Aucun			0,88	(0,69 ; 1,12)	1,00	(0,78 ; 1,27)
Primaire			0,84	(0,66 ; 1,05)	0,91	(0,72 ; 1,14)
Secondaire			0,91	(0,73 ; 1,13)	0,96	(0,77 ; 1,20)
Sexe (réf = Femme)						
Homme			0,97	(0,89 ; 1,07)	1,00	(0,91 ; 1,09)
Tranche d'âge (réf = 18-24 ans)						
25-34 ans			0,95	(0,84 ; 1,08)	0,95	(0,84 ; 1,08)
35-64 ans			0,91	(0,81 ; 1,03)	0,90*	(0,79 ; 1,01)
65 ans et plus			0,69	(0,11 ; 4,12)	0,70	(0,12 ; 4,15)
Niveau de vie (réf = Plus riche)						
Plus pauvre			1,10*	(0,95 ; 1,29)	1,08*	(0,93 ; 1,26)
Second			0,96	(0,83 ; 1,12)	0,95	(0,82 ; 1,10)
Moyen			0,83***	(0,72 ; 0,95)	0,82***	(0,71 ; 0,94)
Quatrième			0,88**	(0,77 ; 1,00)	0,87**	(0,77 ; 1,00)
Type de logement (réf = Villa)						
Appartement			0,97	(0,58 ; 1,60)	0,9	(0,55 ; 1,48)
à plusieurs logements			1,26***	(1,14 ; 1,41)	1,23***	(1,11 ; 1,37)
Autre type logement			1,48***	(1,19 ; 1,84)	1,45***	(1,17 ; 1,80)
Nationalité (réf = Togolais)						
Etranger			0,79**	(0,62 ; 1,00)	0,75**	(0,59 ; 0,95)
Statut matrimonial (Réf= Marié(e) monogame)						
Célibataire			1,50***	(1,24 ; 1,81)	1,47***	(1,21 ; 1,77)
Marié(e) polygame			0,93	(0,83 ; 1,05)	0,95	(0,85 ; 1,07)
Divorcé (e)			0,99	(0,76 ; 1,27)	0,96	(0,75 ; 1,24)
Veuf (veuve)			0,80**	(0,67 ; 0,96)	0,80**	(0,67 ; 0,96)
Harcèlement sexuel (réf = Non)						
Oui			3,09***	(1,74 ; 5,49)	3,03***	(1,69 ; 5,41)
Bien endommagé (réf = Non)						
Oui			1,82***	(1,32 ; 2,16)	1,70***	(1,23 ; 2,33)
Victime agression (réf = Non)						
Oui			1,45*	(0,98 ; 1,36)	1,47*	(0,99 ; 2,19)
Caractéristiques propres aux communautés						
Milieu résidence (réf = rural)						
Urbain					2,00***	(1,58 ; 2,52)
Région (réf = Grand Lomé)						
Centrale					0,56***	(0,38 ; 0,84)
Kara					0,37***	(0,24 ; 0,55)
Maritime					0,73	(0,49 ; 1,08)
Plateaux					0,85	(0,57 ; 1,26)
Savanes					0,42***	(0,27 ; 0,65)
Proportion de personnes non instruites (réf = faible)						
élevé					1,48***	(1,17 ; 1,89)
Proportion de familles monoparentales (réf = faible)						
élevé					1,06	(0,85 ; 1,34)
Proportion de jeune (réf = élevé)						
faible					1,31**	(1,05 ; 1,63)
Proportion de ménages à faible niveau de vie (réf = élevé)						
faible					1,00	(0,79 ; 1,26)
cons	0,28***	(0,25 ; 0,31)	0,30***	(0,23 ; 0,40)	0,26***	(0,16 ; 0,43)
Variance communautaire	1,65***	(1,17 ; 1,41)	1,60***	(1,36 ; 1,90)	1,25***	(1,05 ; 1,48)
Coef. de corrélation intra-communautaire (ICC) (%)	33,46	(29,93 ; 37,18)	32,83	(29,31 ; 36,58)	27,49	(24,21 ; 31,02)

Les niveaux de significativité sont *** à 1%, ** à 5%, * à 10%.

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Le modèle complet a servi à déterminer si les variations du sentiment d'insécurité pourraient s'expliquer par les caractéristiques propres aux communautés en plus des caractéristiques individuelles. Les résultats de ce modèle rejoignent pour l'essentiel les enseignements livrés par l'analyse descriptive. Le niveau de vie apparaît comme une variable majeure dans l'analyse du sentiment d'insécurité. Le sentiment d'insécurité varie d'une classe à une autre. Globalement, la classe moyenne est celle au sein de laquelle les individus ont une probabilité élevée de se sentir en sécurité. Les moins nantis au contraire ont une propension enlevée au sentiment d'insécurité. Ce qui confirme la première hypothèse de l'étude. En effet, une personne appartenant à la classe des plus pauvres à 1,08 fois plus de risque de se sentir en insécurité que les personnes situées dans la classe des plus riches. Nos résultats confirment ainsi la plupart des études de la littérature qui avance que les personnes ayant un niveau de vie bas reportent davantage d'insécurité (Elchardus et al., 2003; Pramil, 2018 ; Hale, 1996 ; Killias, 1989). Ces personnes ne disposent pas de moyens suffisants pour se protéger de la criminalité et, en cas de victimisation, ils ne peuvent pas aisément remplacer les articles volés ou réparer les dommages à leur propriété. Le fait d'avoir un revenu bas place une personne dans une fragilité économique, une perte même minime peut donc avoir de graves conséquences (Barrense-Dias, 2013).

Le niveau d'instruction et le sexe ne semblent pas être des facteurs prépondérants au sentiment d'insécurité. En ce qui concerne l'âge, au seuil de 10 %, les personnes âgées de 35 à 65 ans ont plus de chance de se sentir en sécurité que les jeunes de 18 à 24 ans. Ces résultats rejoignent ainsi les travaux de Moore et Shepherd (2007). Au vu de ces différents résultats, l'hypothèse de l'étude qui stipule que les femmes et les personnes âgées auront davantage peur pour leur sécurité n'est pas confirmée.

Le Type de logement a un effet significatif sur le sentiment d'être en insécurité. Habiter des maisons individuelles telles que les villas augmente la probabilité de se sentir en sécurité par rapport aux individus habitant des maisons à plusieurs logements. Le fait de vivre dans une villa peut éventuellement impliquer une certaine sécurisation de son domicile induisant une faible probabilité de subir un cambriolage ou tout autre acte réprimandable. Les résultats montrent que le fait d'être étranger augmente la chance de se sentir en sécurité par rapport au Togolais. Ceci confirme la réputation du Togo comme un pays hospitalier.

Comme attendu, au vu des différents travaux de la littérature, le fait d'avoir subi des victimisations augmente fortement le risque de se sentir en insécurité. L'effet est nettement plus fort sur les individus victimes d'harcèlement sexuel. En effet, une personne ayant déjà été victime d'harcèlement sexuel à pratiquement 3,09 fois plus de risque de se sentir en insécurité. Les personnes ayant été victime d'introduction dans leur résidence pour vol ou tentative de vol ont tendance à plus s'inquiéter pour leur sécurité.

En ce qui concerne les variables propres aux communautés, les habitants des zones urbaines et des zones rurales n'ont pas les mêmes ressentis en termes de sécurité. Le fait de vivre en zone urbaine augmente, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de se sentir en insécurité. La cherté de la vie dans les zones urbaines peut expliquer la différence du sentiment d'insécurité en zone urbaine et rurale. Cette situation de cherté oblige les citoyens à aller à la quête de moyens financiers pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Certains citoyens accros du gain facile peuvent ainsi s'adonner à des actes répréhensibles, augmentant ainsi le taux de criminalité dans les zones urbaines.

Le nord du pays apparaît comme la zone où la probabilité de se sentir en sécurité est plus élevée. Un individu qui vit dans la région des savanes ou de la Kara a environ 2 fois plus de chance de se sentir en sécurité que celui vivant à la capitale. Pareillement, les habitants de la région Centrale ont respectivement 1,79 fois plus chance de se sentir en sécurité que les habitants du grand Lomé. Ainsi, la capitale demeure l'une des régions qui regorgent le plus de personnes ayant le sentiment d'être en insécurité. La proportion de personnes non instruites dans la communauté influence également le sentiment d'insécurité. Toutes choses étant égales par ailleurs, les personnes vivant dans les communautés ayant une forte proportion de personnes non instruites ont 1,48 fois plus de risque de se sentir en insécurité que ceux vivant dans les communautés ayant une faible proportion. Vivre dans des zones à faible proportion de jeunes augmente la probabilité de se sentir en insécurité.

Conclusion

Le sentiment d'insécurité fait l'objet d'attention de la part des chercheurs, des médias et des autorités. L'enquête ERI-ESI fournit un panel d'informations permettant d'étudier ce thème. Ledit article s'est attelé à fournir quelques réponses sur la question du sentiment d'insécurité au Togo.

A partir d'une analyse multidimensionnelle, la construction de la variable sentiment d'insécurité permet d'aboutir au résultat selon lequel au Togo, trois personnes sur dix ont le sentiment d'être en insécurité. Sans surprise, la nuit apparaît comme le moment le plus craint par la population pour sa sécurité. Dans sa vie quotidienne, plus de 60% de la population adulte déclare ne pas craindre les violences d'ordre criminel, les violences entre communautés, les violences contre les femmes, les conflits armés ou guerres et le terrorisme. Au niveau national, au cours de l'année 2017, moins de 5 % d'individus âgés de plus de 18 ans déclarent avoir subi un vol à l'extérieur de leur lieu de résidence ; 2,2% ont vu leurs maisons, boutiques ou autres biens être délibérément détruits ou endommagés. Une minorité est victime d'agression (1,2%) et de harcèlement (0,5%).

L'analyse multiniveau utilisée pour l'explicatif, révèle que les caractéristiques individuelles, notamment les conditions de vie de la population, ainsi que les caractéristiques propres aux communautés apportent une part importante d'explication au sentiment d'insécurité. Environ 33,46 % de la variation totale du sentiment d'insécurité pourraient être attribués à des différences entre les communautés. Cette étude montre ainsi que les personnes ayant un niveau de vie bas reportent davantage d'insécurité. Habiter des maisons individuelles telles que les villas augmentent la probabilité de se sentir en sécurité par rapport aux individus habitant des maisons à plusieurs logements. Les célibataires sont susceptibles d'avoir plus le sentiment d'insécurité que les mariés monogames ou les veufs. En ce qui concerne les variables propres aux communautés, les habitants des zones rurales semblent moins anxieux que les habitants des zones urbaines. Vivre en milieu rural diminuerait la crainte de l'insécurité. Le nord Togo apparaît comme la zone où la probabilité de se sentir en sécurité est plus élevée. Un individu qui vit dans la région des Savanes ou de la Kara a 2 fois plus de chance de se sentir en sécurité que celui vivant à la capitale. Les résultats révèlent également un sentiment d'insécurité plus élevé dans les zones à plus fortes proportions de personnes non instruites et à faibles proportions de jeunes.

La victimisation influence également le sentiment d'insécurité. Cette étude confirme le résultat obtenu par la plupart des auteurs selon lequel les victimes ont davantage tendance à se sentir en insécurité que les personnes n'ayant jamais expérimenté une victimisation.

Cependant, certaines limites sont à soulever tout long de ce travail. Tout d'abord, la non-prise en compte d'un probable effet des médias sur le sentiment d'insécurité dans la partie modélisation. L'enquête ERI-ESI menée en 2017 n'a pas pu capter le sentiment de la population face à la menace terroriste en provenance du Burkina Faso au début de l'année 2019. Des données plus récentes auraient probablement affecté une partie des analyses.

Bibliographie

- Acierno R., Rheingolg A. Alyssa, Resnick Heidi S., Kilpatrick G. Dean. (2004). Prédicateurs de la peur du crime chez les personnes âgées. *J Trouble d'anxiété* 18 (3), pp 385-96.
- Adamou Moussa Ibrahim. (2019). L'insécurité transfrontalière en Afrique de l'Ouest : le cas de la frontière entre le Niger et le Nigeria. *Science politique*. Université Côte d'Azur, 2019. Français.
- Agnew, R. (1985). A revised strain theory of delinquency. *Social forces*, 64(1), pp 151-167.
- Alain Peyrefitte. (1977). Réponses à la violence. Rapport à M. le Président de la république présenté par le comité d'études sur la violence la criminalité et la délinquance. Paris, la documentation Française.
- Altheide L. David. (1997). The News Media, The Problem Frame, and the Production of Fear. *Sociological Quarterly* 38(4) pp 647- 668.
- Anthony Garoscio. (2006). Représentations sociales de l'insécurité en milieu urbain. Presses universitaires de Liège | « Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale. Numéro 69 | pp 33 - 46, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologiesociale-2006-1-page-33.htm>
- Axel Groenemeyer. (2009). Recherches sur l'insécurité – de nombreuses réponses mais quelle était la question ? Le rôle des transformations culturelles, politiques et sociales dans la construction des insécurités contemporaines. *Crimprev info* n° 27.

- Barrense-Dias Yara. (2013). Le concept de proximité Police-Population : L'influence des newsletters «Info Délits» et «Info Délits Plus» sur le sentiment d'insécurité de leurs principaux destinataires.
- Bursik. J. Robert Jr. et Grasmick Harold (1993). *Neighborhoods and crime : The dimensions of Effective Community Control*. London : Lexington Books.
- Commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre (CNLPAL). Rapport national de l'année 2009.
- Cutting Crime Impact (CCI). Mesurer et mitiger le sentiment d'insécurité. Fiche de synthèse.
- Dayez, J.-B. (2012). Victimation et sentiment d'insécurité : les aînés sont-ils irrationnels ?. *Analyses Énéo*, 2012/29.
- Denis Fougère, Francis Kramarz et Julien Pouget (2004). L'analyse économétrique de la délinquance : une synthèse des résultats récents. Communication au Séminaire Recherche de l'INSEE.
- Gabriel Kwassi Nyassogbo. (2003). Crise politique et sécurité urbaine à Lomé. Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'ouest du XIXe à nos jours, Editions Karthala et IFRA.
- Elchardus M., De Groof, S., & Smits, W. (2003). Sentiments d'insécurité –une étude de la littérature. Bruxelles : vrije universiteit brussel.
- Fati Kaba et Jennifer Pagonis. (2005). Le nombre de personnes fuyant le Togo dépasse 16 500. UNHCR.
- Ferraro Kenneth. F. *Fear of Crime*. (1995). Interpreting Victimization Risk. Albany, State University of New York Press, 1995.
- Fetchenhauer D. et Buunk Abraham. (2005). Comment expliquer les différences entre les sexes et la peur du crime : vers une approche évolutive. *Sexualités, évolution et genre*, 7(2), pp 95-113.
- Fouchard Laurent. (2003). Sécurité, crime et ségrégation : une perspective historique. Sécurité, crime et ségrégation dans les villes de l'Afrique de l'ouest du XIX siècle à nos jours, Karthala-IFRA, Paris, pp 1-23.
- Franssen Abraham, Yves Cartuyvels, Hughes Olivier Hubert, Sybille Smeets, Fiorella Toro, André Lemaitre et Lionel Hougardy. (2003). Insécurité: un premier état des savoirs. Fondation Roi Baudouin.
- Hale C. (1996). Fear of Crime: A Review of the Literature. *International Review of Victimology*. Volume: 4 issue: 2, pp 79-150.
- Hubleur Frédéric. (2003). Le sentiment d'insécurité : de la théorie à la pratique dans les quartiers lausannois. Institut de géographie.
- Julien PRAMIL. (2018). Sentiment d'insécurité : quelle influence de la délinquance dans le voisinage ?. Document de travail SSMSI.
- Julien Piednoir. (2006). La dynamique du désordre : incivilités, insécurité, inefficience, criminalité. Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal.
- Killias Martin., Chevalier C. et Kuhn A. (1989). Les Suisses face au crime: Leurs expériences et attitudes à la lumière des enquêtes suisses de victimisation.
- Killias Martin et Christian Clerici. (2000). Different Measures of Vulnerability in Their Relation to Different Dimensions of Fear of Crime. *British Journal of Criminology*, vol. 40, pp 437-450.
- Lamourdja Biali, Iléri Dandonougbo, Komi N'kere. (2019). Les facteurs De l'insécurité à Lomé dans un contexte de croissance urbaine. *Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes*, Numéro 7 Décembre 2019, ISSN 2521-2125.
- Massaër Diallo, Gwénola Possémé-Rageau et Jamila Yahî. (2006). Rapport sur la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest : Défis, synergies et actions pour un agenda régional. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE.
- Mesch G. (2000). Perceptions of risk, lifestyle activities, and fear crime, *Deviant Behavior*, 21(1), pp 47-62.
- Ministère de la sécurité publique. (2000). Vers une police plus communautaire. Bibliothèque nationale du Québec.
- Moore Simon Christophe et Shepherd Jonathan. (2006). The elements and prevalence of fear. *British Journal of Criminology*, 47, 1, pp 154–162.
- Moser G. (1998). Attribution causale et évolution du sentiment d'insécurité de victimes de différents types de vols. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 39, pp. 43-52.
- Murray Lee. (2001). The Genesis of 'fear of crime'. *Theoretical Criminology*, vol 5,4 pp 467-485
- OCDE. (2011). Comment va la vie ? : Mesurer le bien être, Edition OCDE.
- Paperman P. (1991). Quelques raisons de ne pas parler d'insécurité dans les quartiers ayant mauvaise réputation. Bernard Y. et M. Segaud. *La ville inquiète : habitat et sentiment d'insécurité*. Paris, Éditions de l'espace européen, pp. 119-134.
- Pauline Givord, Marine Guillerm. (2016). Les modèles multiniveaux. Institut national de la statistique et des études économiques.
- Pierre Bellanger, S. Boudier et R. Denis. (2009). Le sentiment d'insécurité, Un état des lieux théorique.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (1994). Rapport mondial sur le développement humain. Ed. ECONOMICA, 49, rue Héricart, 75015 Paris. ISBN 1-7178-1661-9.
- Rader Nicole. E. (2004). The threat of victimization : A theoretical reconceptualization of fear of crime. *Sociological Spectrum*, pp 689-705.
- Robin Fitzgerald. (2008). La crainte de la criminalité et le contexte du quartier dans les villes canadiennes. Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice. N° 85-561-M au catalogue
- Sacco Vincent F. (1993). Social support and the fear of crime. *Canadian Journal of Criminology*, 35, pp. 187-196
- Schafer Joseph A., Huebener Beth M. et Bynum Timothy. (2006). Peur du crime et victimisation criminelle : contrastes fondés sur le sexe. *Journal of Criminal Justice*, 34(3), pp 285-301.
- Sébastien ROCHE. (1998). Expliquer le sentiment d'insécurité pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité. *Revue française de science politique*, vol 48 n°2, pp 274-305.
- Stellah Kwasi, Jakkie Cilliers, Zachary Donnerfeld, Lily Welborn et Ibrahim Maïga. (2019). Perspectives pour les pays du G5 Sahel à l'horizon 2040. Institut d'études de sécurité. Rapport sur Afrique de l'ouest 25.

- Vilalta Carlos. (2011). Fear of crime in gated communities and apartment buildings: A comparison of housing types and a test of theories. *Journal of Housing and the Built Environment* 26(2) pp.107-121
- Wacquant Loïc. (2002). The curious eclipse of prison ethnography in the age of mass incarceration. *Ethnography*, pp 371-397.

Annexes

Annexe 1 : Histogramme des valeurs propres de l'ACM initiale

HISTOGRAMME DES 10 PREMIERES VALEURS PROPRES			
NUMERO	VALEUR PROPRE	POURCENTAGE	POURCENTAGE CUMULE
1	0.3308	12.03	12.03
2	0.1878	6.83	18.86
3	0.1666	6.06	24.92
4	0.1403	5.10	30.02
5	0.1150	4.18	34.20
6	0.1072	3.90	38.10
7	0.0959	3.49	41.59
8	0.0726	2.64	44.23
9	0.0669	2.43	46.66
10	0.0617	2.24	48.90
11	0.0579	2.11	51.01
12	0.0536	1.95	52.96
13	0.0523	1.90	54.86
14	0.0474	1.73	56.58
15	0.0451	1.64	58.22
16	0.0436	1.59	59.81
17	0.0416	1.51	61.32
18	0.0371	1.35	62.67
19	0.0340	1.24	63.91
20	0.0306	1.11	65.02
21	0.0295	1.07	66.09
22	0.0282	1.03	67.12
23	0.0261	0.95	68.07
24	0.0257	0.94	69.01
25	0.0249	0.91	69.91
26	0.0245	0.89	70.80
27	0.0235	0.86	71.66
28	0.0229	0.83	72.49
29	0.0226	0.82	73.31

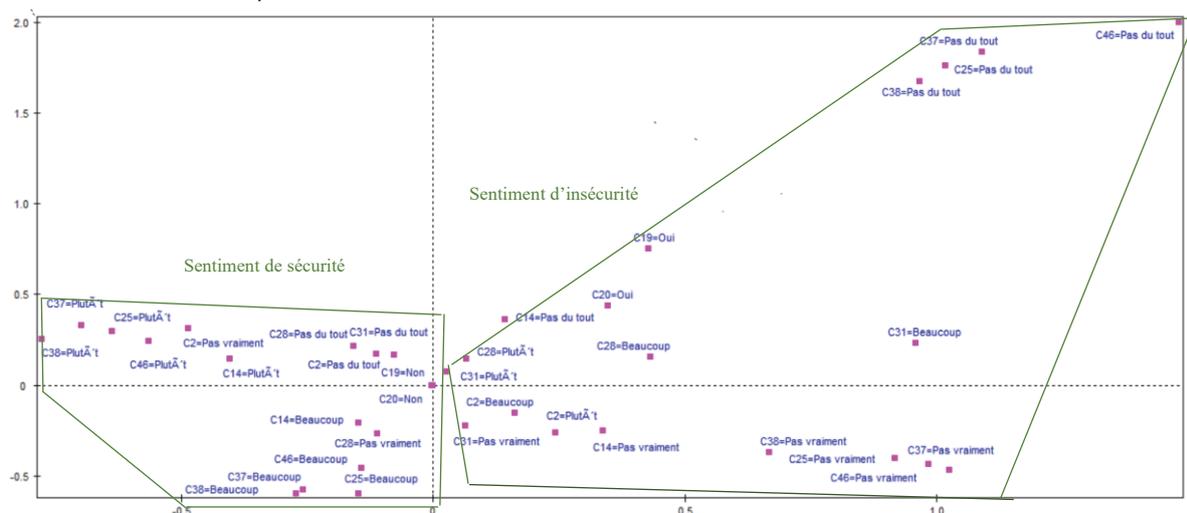
Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Annexe 2 : Variables finales retenues pour la construction de l'indicateur

C2	Est-ce que les Violences d'ordre criminel vous inquiètent dans votre vie quotidienne?
C14	Vous sentez-vous en sécurité quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit
C19	Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?
C20	Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?
C25	Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre sont efficaces dans la résolution de toutes les formes de crime
C28	Pensez-vous que les forces de l'ordre sont impliquées dans la corruption?
C31	De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?
C37	Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?
C38	Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?
C46	Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité?

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Annexe 2 : Caractéristiques du sentiment d'insécurité



Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Annexe 4 : Indicateur du sentiment d'insécurité

CLASSE 1/2 : sentiment d'insécurité		
identifiant variable	Libellés des variables	Modalités caractéristiques
C2	Est-ce que les Violences d'ordre criminel vous inquiètent dans votre vie quotidienne?	plutôt/beaucoup
C14	Vous sentez-vous en sécurité quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	pas vraiment/pas du tout
C19	Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?	Oui
C20	Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?	Oui
C25	Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre sont efficaces dans la résolution de toutes les formes de crime	pas vraiment/pas du tout
C28	Pensez-vous que les forces de l'ordre sont impliquées dans la corruption?	plutôt/beaucoup
C31	De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?	plutôt/beaucoup
C37	Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?	pas vraiment/pas du tout
C38	Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?	pas vraiment/pas du tout
C46	Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité?	pas vraiment/pas du tout
CLASSE 2/2 : sentiment de sécurité		
identifiant variable	Libellés des variables	Modalités caractéristiques
C2	Est-ce que les Violences d'ordre criminel vous inquiètent dans votre vie quotidienne?	pas vraiment/pas du tout
C14	Vous sentez-vous en sécurité quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	plutôt/beaucoup
C19	Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?	Non
C20	Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?	Non
C25	Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre sont efficaces dans la résolution de toutes les formes de crime	plutôt/beaucoup
C28	Pensez-vous que les forces de l'ordre sont impliquées dans la corruption?	pas vraiment/pas du tout
C31	De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?	pas vraiment/pas du tout
C37	Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?	plutôt/beaucoup
C38	Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?	plutôt/beaucoup
C46	Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité?	plutôt/beaucoup

Source : INSEED, ERI-ESI 2017 et nos calculs

Déterminants de la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité au Bénin

Institut National de la Statistiques et de la Démographie, Bénin

Résumé. Cet article examine les déterminants de la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité au Bénin en utilisant une approche ménage. Un indice de gouvernance, un indice de paix et sécurité et un indice de gouvernance, paix et sécurité ont été examinés. L'analyse bivariée a permis de calculer la moyenne des indices suivant certaines caractéristiques du ménage et du chef de ménage. L'effet des facteurs déterminants sur la perception de la gouvernance, paix et sécurité a été analysé à l'aide de modèles de régression linéaire. Les résultats montrent que les Béninois ont une perception moyenne de la gouvernance et une bonne perception de paix et sécurité et de la gouvernance, paix et sécurité. Le département, l'âge, le niveau de vie, le niveau d'instruction, la situation professionnelle, l'affiliation à un parti politique ou à une association ont un effet significatif sur la perception des populations en matière de gouvernance, paix et sécurité. Les effets varient suivant l'indice d'analyse considéré.

Mots clés : Gouvernance, paix et sécurité, perception, déterminants, populations.

Abstract. This paper examines the determinants of people's perceptions of governance, peace and security in Benin using a household approach. A governance index, a peace and security index, and a governance-peace and security index were examined. Bivariate analysis allowed us to calculate the average of the indices according to selected characteristics of the household and the head of household. The effect of the determining factors on the perception of governance, peace and security was analyzed using linear regression models. The results show that Beninese have an average perception of governance and a good perception of peace and security and governance, peace and security. The region, age, standard of living, education, employment status, and affiliation with a political party or association have a significant effect on people's perception of governance, peace, and security. The effects vary according to the analysis index considered.

Keywords : Governance, peace and security, perception, determinants, populations.

Introduction

Les questions de gouvernance, paix et sécurité sont devenues l'instrument de mesure de la capacité des nations à atteindre les objectifs de développement. C'est ainsi que l'intérêt pour la gouvernance paix et sécurité s'est accentué avec les agendas internationaux de développement : les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et l'agenda de l'Union Africaine en 2063. La fondation Mo Ibrahim, institution qui évalue la gouvernance en Afrique, le montre bien à travers le titre de son rapport sur la gouvernance en Afrique publié en 2019 : Les agendas 2030 et 2063, l'Afrique est-elle sur la bonne voie ? (Mo Ibrahim Foundation, 2019). Les Etats doivent entreprendre des actions pour accélérer leur marche vers la réalisation des agendas 2030 et 2063. Il est apparu nécessaire de disposer de données en vue d'évaluer les performances des pays et de procéder à des ajustements nécessaires. C'est dans ce contexte que l'initiative d'élaboration de statistiques de gouvernance, paix et sécurité a été lancée à l'échelle du continent africain dans le cadre de la Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA). Des instruments de mesures de la gouvernance, paix et sécurité ont été conçus et mis à la disposition des pays pour assurer la collecte régulière d'indicateurs permettant aux décideurs de mieux orienter les mesures politiques. AFRISTAT, en s'appuyant sur les instituts nationaux de statistique a mis en œuvre la collecte de ces données pour le compte des pays de l'UEMOA en 2018 en greffant un module gouvernance, paix et sécurité à l'enquête ERI-ESI.

Au Bénin, l'enquête a été réalisée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD). Le rapport de l'enquête publié en 2019 fournit des informations utiles sur la démocratie et les droits de l'homme ; la qualité des institutions et la corruption; l'état de la gouvernance; la paix et la sécurité et le lien entre niveau de vie et les perceptions de la population sur la gouvernance, la paix et la sécurité. Les résultats de l'enquête montrent entre autres que 64% des citoyens adultes de 18 ans et

plus sont satisfaits de la démocratie et 63% pensent que les droits de l'homme sont respectés au Bénin mais seulement 36,4% affirment que les principes fondamentaux de la démocratie sont respectés au Bénin. Environ 6 béninois sur 10 font confiance à l'administration publique sans distinction des services et 7 béninois sur 10 pensent que la corruption est un problème dans le pays. Plus d'un béninois sur deux pensent que les autorités ne font pas suffisamment d'efforts pour écouter les populations. En particulier, 86% des citoyens affirment que les autorités locales ne tiennent pas compte des avis des administrés et 88% dénoncent le manque d'information sur les actions du gouvernement. Enfin plus de 60% des béninois expriment des inquiétudes concernant la pauvreté, le chômage et la faim mais seulement 12% ont été victimes de violence de tout genre au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête (INStAD, 2019).

Malgré la pertinence des résultats issus de l'enquête, il est apparu nécessaire de les approfondir. Dans cette perspective, cet article vise à analyser les déterminants de la perception des populations sur la gouvernance, la paix et la sécurité au Bénin. Trois indices ont été considérés dans les analyses : l'indice de gouvernance, l'indice de paix et sécurité et l'indice de gouvernance, paix et sécurité. La démarche méthodologique combine l'approche descriptive et l'analyse multivariée. La section 2 présente la synthèse de la littérature, la section 3 porte sur les données et les méthodes d'analyse utilisées et enfin la section 4 présente les résultats des analyses. L'article se termine par une conclusion qui rappelle les principaux résultats et les limites de l'étude.

1. Revue de la littérature

L'intérêt pour la question de la gouvernance en Afrique, surtout la collecte régulière de données sur la gouvernance, paix et sécurité sur le continent, est indissociable de l'impératif des agendas internationaux dont les ODD en 2030 et l'agenda de l'Union Africaine 2063. Ces données visent d'abord à évaluer les performances des Etats dans la marche vers la réalisation des objectifs de développement à l'horizon 2030 et 2063. Le titre du rapport 2019 de la Fondation Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique est très évocateur de cet enjeu : « AGENDAS 2063 & 2030: IS AFRICA ON TRACK? » que l'on pourrait traduire littéralement comme suit : Agendas 2063 et 2030 : l'Afrique est-elle sur la bonne voie ? Ces deux agendas ont plusieurs objectifs communs dont la réalisation dépend de la façon dont les gouvernants apportent des solutions aux problèmes secteur par secteur. Le rapport souligne que la gouvernance est la clé pour l'évaluation et l'implémentation des deux agendas. L'évaluation des performances en 2019, en comparant les périodes 2008-2014 (avant l'entrée en vigueur de l'agenda 2063) et 2014-2018, montrent des contre-performances sur plusieurs aspects. Des avancées ont été notées par exemple dans le domaine du droit (les citoyens sont davantage informés sur leurs droits), et dans la création d'opportunités économiques durables. Par contre, la sécurité nationale s'est dégradée, les inégalités de genre se sont accentuées ainsi que la redevabilité des institutions (Mo Ibrahim Foundation, 2019, 2020).

Les notions de gouvernance, paix et sécurité forment un ensemble indissociable. En même temps que les africains recherchent plus de démocratie, ils visaient également l'amélioration de leurs conditions de vie (Gogué, 2001). A partir des résultats du module harmonisé d'enquête sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité, dans le cadre de la Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA), Razafindrakoto et al. (2015) analysent la dynamique de la gouvernance, la paix et la sécurité au Mali entre 2014 et 2015. Des statistiques descriptives ont permis de comparer les résultats du module de 2014 et ceux de 2015. Les résultats de 2015 sont très proches de ceux de 2014 sur plusieurs points, ce qui témoigne d'une part du caractère institutionnel de la gouvernance qui ne peut fondamentalement changer sur une période d'un an et d'autre part de la robustesse des instruments de mesure des indicateurs de gouvernance, paix et sécurité utilisés. Sur certaines questions, des évolutions significatives ont été observées. Pendant que certains indicateurs se sont améliorés, d'autres se sont dégradés. La situation s'est globalement améliorée en matière de gouvernance démocratique notamment dans des services comme la police et la justice même si le bilan reste négatif. En ce qui concerne la paix et la sécurité, le sentiment de peur s'est davantage développé. On note moins d'avis positifs extrêmes en 2015 qu'en 2014 sans que les répondants ne basculent pour autant sur des avis

négatifs (Razafindrakoto et al., 2015). En outre, tant au niveau national qu'au niveau des régions au Mali, l'appréciation des ménages par rapport à l'indice de gouvernance, paix et sécurité ainsi que par rapport à ses composantes augmente avec le niveau de vie non monétaire (INSTAT & AFRISTAT, 2016).

Au Sénégal, les résultats du 8^{ème} round de l'enquête afrobaromètre réalisée en 2019 montrent que les citoyens du pays sont partagés entre sentiments d'insécurité (63%) et d'impunité (65%). Ils pointent le chômage des jeunes et l'accentuation de la pauvreté comme principales causes de la délinquance (respectivement 40% et 21%). Le sentiment d'insécurité est plus fréquent en milieu rural, chez les pauvres et chez les personnes moins instruites. Aussi, les citoyens déplorent l'inégalité devant la justice et l'impunité des officiels qui commettent des crimes. Par ailleurs, la tendance montre que les craintes d'insécurité et de crime sont en hausse au Sénégal depuis 2013. Dans l'ensemble, les sénégalais (62%) pensent que le Gouvernement ne fournit pas assez d'effort pour réduire la criminalité et suggèrent entre autres le retour de la peine de mort dans la législation sénégalaise (Diallo & Diallo, 2021a). L'enquête révèle également une perception du niveau de corruption en hausse dans le pays. Trois (3) sénégalais sur quatre (4) (75%) pensent que le niveau de corruption augmente et jugent négatives les actions du gouvernement en matière de lutte contre la corruption dans l'administration publique. La corruption est dénoncée dans plusieurs secteurs notamment chez les policiers et gendarmes, les députés, les conseillers municipaux ou départementaux, les juges et magistrats, les officiels de la présidence et les fonctionnaires. Dans le même temps, les Sénégalais craignent des représailles en cas de dénonciation des actes de corruption (Diallo & Diallo, 2021b). La méfiance des populations vis-à-vis de la police et de la gendarmerie découle des interventions des forces de l'ordre lors des mouvements de revendication ou de protestation contre le gouvernement (Etsila, 2021).

Les Gabonais expriment une insatisfaction de la qualité de l'instruction et la corruption dans le secteur de l'éducation (Wali Wali & Ossé, 2021). La perception des populations sur la gouvernance, la paix et la sécurité mettent parfois à nu les stratégies politiques des gouvernants ou des acteurs politiques qui sont en déphasage avec les aspirations démocratiques du peuple comme le montrent Razafindrakoto et al. (2016) pour le Burundi. La mauvaise gouvernance (insatisfaction des populations sur le plan économique, politique et social) est notée dans la littérature comme une des principales causes des conflits sur le continent africain. C'est ce que montre Roubaud (2003), à partir de données collectées auprès des citoyens à Abidjan peu avant l'éclatement de la crise ivoirienne en 2002. Il a été prouvé dans le cas malgache que l'exclusion sociale est une source de rejet de la démocratie par les populations des quartiers précaires : « *Les habitants des quartiers les plus pauvres, fortement stigmatisés par leur pauvreté et leur appartenance à un quartier déshérité, soumis plus fréquemment que les autres aux différentes formes d'insécurité, plus souvent aussi sans espoir et sans avenir, expriment en effet bien plus fréquemment que les autres des attitudes, valeurs et comportements antidémocratiques.* » (Roubaud & Wachsberger, 2007, p. 93).

L'UNFPA (2020) montre à partir de données de panel que le niveau de paix et de sécurité est positivement corrélé avec le taux de scolarisation du secondaire, le taux d'urbanisation et la performance agricole du pays. Par ailleurs, le niveau de paix et sécurité est négativement corrélé avec le ratio de dépendance démographique, le niveau d'inégalité économique et le taux de chômage des jeunes. Des études montrent un lien étroit entre la perception des populations de la gouvernance et la participation politique (Bousnina, 2020).

Malgré l'état des lieux mitigé sur le continent, le Bénin affiche de bons résultats en matière de gouvernance, paix et sécurité. Le dernier round de l'enquête afrobaromètre réalisée au Bénin en 2020 montre que 70% des Béninois estiment que le niveau de corruption dans le pays a diminué au cours de l'année précédant l'enquête. Cette proportion est en nette progression par rapport au niveau de 44% observé en 2017. Pour trois quarts (74%) des Béninois, la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption est « plutôt » ou « très » bonne contre 44% en 2017 et 19% en 2014. Les proportions des citoyens qui ont expérimenté la corruption pour accéder aux services publics sont faibles soit 15% pour l'obtention d'un document d'identité, 11% pour les soins médicaux, et 9% pour les services auprès du personnel d'une école publique. Certes, la corruption n'est pas éradiquée du pays mais les données disponibles indiquent une bonne tendance. En 2020, la moitié environ des citoyens estime que « la

plupart » ou « tous »¹⁵ les agents des impôts (52%), les députés à l'Assemblée Nationale (50%), les juges et magistrats (48%), et les policiers (46%) sont corrompus. Les Béninois rapportent moins de difficultés d'accéder à certains services publics de base. Par exemple, parmi ceux qui ont essayé d'obtenir un document d'identité au cours de l'année 2019, 31% ont expérimenté des difficultés, contre 58% en 2014. La proportion des Béninois qui estiment que les gens peuvent dénoncer des actes de corruption sans peur a augmenté de 34% en 2017 à 44% en 2020. La majorité (56%) pense qu'on risque des représailles en cas de dénonciation des actes de corruption (IREG, 2020; Samson, 2021). Ces résultats sont confirmés par d'autres institutions qui évaluent la gouvernance et la démocratie en Afrique. Le Bénin a occupé en 2020 le quatrième rang des pays ouest-africains à faible niveau de corruption selon le classement de Transparency International. Le Bénin a également amélioré son score et son rang dans le classement suivant l'indice de la bonne gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim en 2020. Il est classé 13^{ième} sur 54 pays avec un score de 58,6 sur 100 (Mo Ibrahim Foundation, 2020).

Malgré le caractère subjectif des perceptions des populations, la littérature montre qu'il y a intérêt à les prendre en compte dans la gouvernance des Etats : « *Même si les critiques peuvent être en partie justifiées, elles ne suffisent pas à remettre en cause l'intérêt de disposer d'informations subjectives. La manière dont la population perçoit un phénomène ou un problème donné est essentielle, même si ce point de vue ne correspond pas à la réalité « objective » du phénomène. Ces perceptions comptent dans la mesure où elles peuvent engendrer des effets très concrets et directs (dans les attitudes : perte de confiance, discrédit, insatisfaction ; dans la sphère réelle : conflits, votes, renversement d'un régime, etc.). En matière de gouvernance et de démocratie, ces opinions sont d'autant plus nécessaires qu'on prétend prendre en compte les points de vue et les attentes, et promouvoir la participation des populations concernées.* » (Razafindrakoto et al., 2006, p. 26).

Sur le plan méthodologique, les études qui abordent la perception des citoyens sur la gouvernance, paix et sécurité utilisent l'analyse descriptive. Certaines études ont un modèle de régression linéaire (Lavallée, 2006) et d'autres une régression logistique (Wantchekon & Taylor, 2006a).

2. Données et méthodologie

2.1. Données utilisées

Les données utilisées proviennent de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur informel (ERI-ESI) réalisée par l'INStAD en 2018. L'échantillon de l'enquête, composé de 10200 ménages est représentatif au niveau national, au niveau des 12 départements et des milieux urbain et rural. C'est un échantillon aréolaire obtenu par tirage aléatoire stratifié à deux degrés. Au premier degré, des zones de dénombrement (ZD) ont été tirées selon la probabilité proportionnelle à la taille (nombre de ménage) dans les 23 strates définies. La base de sondage ayant permis le tirage des ZD est celle du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2013. Au total 680 ZD ont été tirées dont 320 en milieu urbain et 360 en milieu rural. Au deuxième degré, 15 ménages ont été tirés dans chaque ZD échantillon soit au total 10200 ménages dont 4800 en milieu urbain et 5400 en milieu rural.

Quatre (4) principaux questionnaires ont servi à la collecte des données : (i) un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, les caractéristiques du ménage et de l'habitation ; (ii) un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ; (iii) un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ; et (iv) un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

Cet article utilise principalement les données du questionnaire ménage en ce qui concerne les caractéristiques des individus et de leur ménage et celles du questionnaire individuel emploi dans sa partie gouvernance, paix et sécurité. Le volet gouvernance, paix et sécurité a été administré aux

¹⁵ « la plupart » et « tous » sont des modalités dont la fréquence est citée pour chaque catégorie d'agents.

personnes âgées de 18 ans et plus au moment de l'enquête. Les indicateurs de gouvernance, paix et sécurité ont été calculés au niveau ménage. Notre échantillon d'analyse est limité aux chefs de ménage. Par conséquent, les caractéristiques individuelles que nous utilisons sont celles du chef de ménage.

2.2. Méthode d'analyse

La plupart des auteurs ayant abordé la question de la perception de la gouvernance, paix et sécurité en Afrique s'est limitée à une approche descriptive. Certains auteurs utilisent des indices (Mo Ibrahim Foundation, 2019, 2020) tandis que d'autres exploitent directement les réponses issues des questions posées à l'enquête dans la description (Afrobaromètre). Quelques études ont adopté une démarche explicative à l'aide de modèles multivariés. Lavallée (2006) utilise une régression linéaire pour analyser l'impact de la corruption sur la perception de la qualité des institutions. Un modèle logistique a été utilisé pour faire une analyse économétrique des représentations de la démocratie en Afrique (Wantchekon & Taylor, 2006b).

Les données de l'enquête ERI-ESI 2018 ont permis de calculer plusieurs indices de gouvernance, paix et sécurité à partir des réponses fournies par les enquêtés¹⁶. Nous les regroupons en trois indices qui sont analysés dans cet article. Il s'agit de l'indice de gouvernance, de l'indice de paix et sécurité, et d'un indice global de gouvernance, paix et sécurité qui combinent les deux premiers indices. Ces indices sont des variables continues dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1. Nous faisons une analyse descriptive sur chacun des trois indices retenus à partir de tableaux croisés avec les variables clés de la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité. Nous analysons également la corrélation entre les indices. Notre modèle empirique utilise séparément les trois indices comme variables dépendantes. Nous utilisons la régression linéaire pour calculer l'effet des variables explicatives sur la perception des populations de la gouvernance, paix et sécurité (Lavallée, 2006). Etant donné l'influence réciproque entre la perception de la gouvernance, la perception de la paix et la perception de la sécurité, nous utilisons alternativement ces indices dans l'explication des autres.

Les variables explicatives retenues sont celles qui sont apparues pertinentes à travers la revue de littérature et qui sont mobilisables dans la base de données ERI-ESI 2018. Ces variables sont résumées dans le tableau 1 suivant :

Tableau 1 : Synthèse des variables explicatives

Variables	Modalités
Niveau d'instruction	Sans instruction Primaire Secondaire Supérieur
Age (+ le carré de l'âge)	En années (discrète)
Milieu de résidence	Urbain Rural
Niveau de vie	Pauvre Moyen Riche
Sexe	Hommes Femmes
Affiliation politique	Oui Non
Situation professionnelle	Inactif ou chômeur Indépendant Salarié du public Salarié du privé
Appartenance à une association	Oui Non
Branche d'activité	Agriculture Industrie Services Sans activité
Département	Alibori Atacora Atlantique Borgou Collines Couffo Donga Littoral Mono Ouémé Plateau Zou

¹⁶ Pour la méthode de calcul des indices, se référer à l'encadré 3, page 238 du rapport final de l'ERI-ESI 2018, INStAD, 2019.

Les équations des différents modèles peuvent s'écrire comme suit :

$$Gouv_i = \alpha_0 + \alpha_1 PS_i + \sum_{j=1}^k \beta_j X_{i,j} + \varepsilon_i \quad (1)$$

$$PS_i = \alpha_0 + \alpha_1 Gouv_i + \sum_{j=1}^k \beta_j X_{i,j} + \varepsilon_i \quad (2)$$

$$GPS_i = \alpha_0 + \sum_{j=1}^k \beta_j X_{i,j} + \varepsilon_i \quad (3)$$

Où

Gouv_i = indice de perception de la gouvernance de l'individu i

PS_i = indice de perception de la paix et sécurité de l'individu i

GPS_i = indice de perception de gouvernance, paix et sécurité de l'individu i

X_{i,j} représente les caractéristiques j de l'individu i

ε_i représente le terme d'erreur

α₀, α₁ et β_j sont des paramètres à estimer.

3. Résultats

3.1. Perception de la gouvernance, paix et sécurité selon certaines caractéristiques

Dans cette première partie des résultats, nous analysons les indices de gouvernance paix et sécurité suivant certaines caractéristiques. Nous calculons la moyenne des indices suivant les modalités des variables retenues. Bien qu'étant des moyennes, elles peuvent également être interprétées comme des proportions. A la base, chacune des variables ayant permis de construire les indices peuvent prendre les valeurs 0 et 1 qui représentent les deux extrêmes de la perception (totalement mauvaise ou totalement bonne). On distingue trois niveaux de perception des populations selon la valeur des indices de gouvernance, paix et sécurité (INStAD, 2019). L'appréciation est mauvaise lorsque la valeur de l'indice est inférieure à 0,5 ; elle est moyenne lorsque la valeur est comprise entre 0,5 et 0,65 et bonne lorsque la valeur est supérieure à 0,65. Les caractéristiques sociodémographiques considérées dans l'analyse descriptive sont le sexe, l'appartenance à un parti politique, l'appartenance à une association, le niveau de vie, le niveau d'instruction, la situation professionnelle et le milieu de résidence.

- **Sexe et perception de la gouvernance, paix et sécurité**

Globalement le niveau des trois indices de perception de la gouvernance a tendance à être plus élevé chez les hommes que chez les femmes (Tableau 2). L'indice de gouvernance affiche un niveau moyen pour les hommes et les femmes, soit 0,53 pour les hommes et 0,51 pour les femmes. Les femmes semblent plus critiques que les hommes en termes d'appréciation de la gouvernance. Dans le domaine de la paix et sécurité également, les femmes expriment moins de satisfaction que les hommes. On remarque ici que les femmes et les hommes expriment une bonne perception sur la paix et sécurité. La valeur moyenne de l'indice de paix et sécurité est 0,71 pour les hommes contre 0,69 pour les femmes. En combinant les deux premiers indices (indice GPS), la moyenne des hommes (0,64) reste toujours supérieure à celle des femmes (0,63). Les hommes ont tendance à avoir une meilleure perception de la gouvernance, paix et sécurité en milieu rural qu'en milieu urbain tandis que les femmes du milieu rural affichent une moyenne des indices de gouvernance paix et sécurité plus faible que celle du milieu urbain. Il n'existe pas de différence entre la perception de la gouvernance des hommes et celle des femmes en milieu urbain.

Tableau 2 : Sexe et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence

Sexe	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Homme	0,523	0,007	0,531	0,006	0,527	0,004
Femme	0,523	0,009	0,495	0,009	0,511	0,006
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Homme	0,709	0,004	0,712	0,004	0,711	0,003
Femme	0,698	0,005	0,691	0,006	0,695	0,004
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Homme	0,640	0,005	0,646	0,005	0,643	0,003
Femme	0,633	0,006	0,619	0,006	0,627	0,004
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

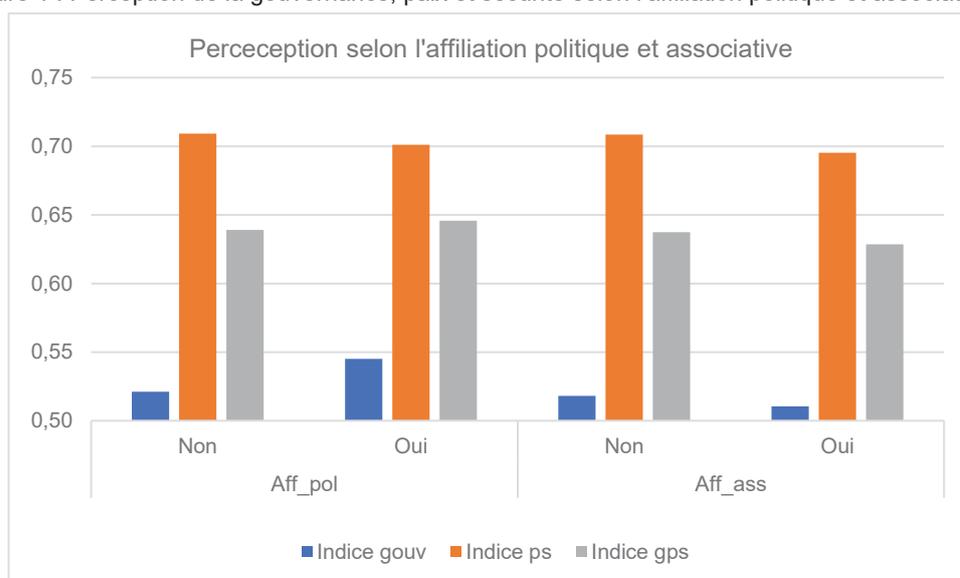
Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

• **Appartenance politique et perception de la gouvernance, paix et sécurité**

L'information disponible porte sur l'appartenance ou non à un parti politique que l'on soit dirigeant ou membre simple. Il serait plus intéressant de distinguer les chefs de ménages affiliés à un parti de la majorité présidentielle de ceux affiliés à un parti de l'opposition mais les données ne permettent pas ce détail. On remarque que les personnes affiliées à un parti politique ont une meilleure appréciation de la gouvernance (0,54) que les autres (0,52). L'appréciation de la gouvernance reste moyenne, que le chef de ménage soit affilié ou non à un parti politique. L'appréciation de la paix et sécurité est bonne pour tout le monde qu'on soit affilié ou non à un parti politique. Enfin, la valeur moyenne de l'indice GPS reste aussi élevée chez les chefs de ménage affiliés à un parti politique que chez les autres même si les deux valeurs sont très proches (tableau 3a). La même tendance est observée en milieu urbain et en milieu rural.

Par contre, les personnes affiliées à une association quelconque en dehors des partis politiques ont un niveau d'appréciation plus faible des trois indices que les autres (tableau 3b). Les associations constituent un creuset d'information sur la manière dont les gouvernants mettent en œuvre les prérogatives qui leurs sont dévolues. Cette différence observée serait imputable à l'accès à l'information sur les secteurs prioritaires des associations notamment en ce qui concerne l'indice de la gouvernance. On note que c'est principalement en milieu rural que les personnes affiliées à une association ont une moyenne des indices de gouvernance, paix et sécurité moins élevée que les autres.

Figure 1 : Perception de la gouvernance, paix et sécurité selon l'affiliation politique et associative



Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Tableau 3a : Appartenance politique et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence

Affiliation politique	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Non	0,518	0,007	0,524	0,006	0,521	0,004
Oui	0,550	0,010	0,541	0,010	0,545	0,007
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Non	0,708	0,004	0,710	0,004	0,709	0,003
Oui	0,701	0,006	0,701	0,007	0,701	0,004
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Non	0,636	0,005	0,641	0,005	0,639	0,003
Oui	0,648	0,006	0,644	0,007	0,646	0,005
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Tableau 3b : Appartenance à une association et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence

Affiliation association	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Non	0,522	0,008	0,536	0,008	0,518	0,540
Oui	0,523	0,007	0,517	0,007	0,511	0,529
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Non	0,707	0,005	0,722	0,005	0,709	0,721
Oui	0,706	0,004	0,698	0,005	0,695	0,708
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Non	0,637	0,006	0,653	0,006	0,637	0,652
Oui	0,639	0,005	0,632	0,005	0,629	0,642
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

- **Statut professionnel et perception de la gouvernance, paix et sécurité**

Les salariés du privé ont tendance à exprimer une perception moins bonne de la gouvernance, paix et sécurité que les salariés du public, les indépendants puis les chômeurs et inactifs quel que soit le milieu de résidence. La moyenne de l'indice de perception de la gouvernance est 0,51 chez les salariés du privé, 0,52 chez les salariés du public et les indépendants puis 0,54 chez les chômeurs et inactifs. Les chômeurs et inactifs sont plus positifs dans leur appréciation de la gouvernance (tableau 4). Cela pourrait s'expliquer par l'espoir suscité par les réformes engagées par le gouvernement en matière de promotion de l'emploi et surtout pour la transparence des concours de recrutement dans la fonction publique. En matière de paix et sécurité, l'appréciation moyenne est de 0,69 chez les salariés du privé, 0,70 chez les salariés du public et 0,71 chez les indépendants, les inactifs et chômeurs. L'appréciation globale de la gouvernance paix et sécurité montre aussi une moyenne plus faible chez les salariés du privé. Ces résultats sont-ils synonymes de mauvaises conditions de travail dans le secteur privé ? Nous ne disposons pas suffisamment d'éléments pour répondre, il serait utile que le secteur privé fasse l'objet d'une analyse approfondie. On remarque que la moyenne des trois indices de perception est plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain chez les salariés du privé.

Tableau 4 : Statut professionnel et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence

Situation professionnelle	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Inactif/chômeur	0,526	0,011	0,546	0,012	0,536	0,008
Indépendant	0,524	0,007	0,522	0,006	0,523	0,004
Salarié du public	0,516	0,014	0,523	0,016	0,518	0,011
Salarié du privé	0,512	0,014	0,495	0,016	0,506	0,010
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Inactif/chômeur	0,707	0,007	0,715	0,007	0,711	0,005
Indépendant	0,710	0,004	0,710	0,004	0,710	0,003
Salarié du public	0,703	0,008	0,702	0,012	0,703	0,007
Salarié du privé	0,694	0,006	0,673	0,011	0,687	0,006
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Inactif/chômeur	0,639	0,008	0,652	0,008	0,646	0,006
Indépendant	0,641	0,005	0,641	0,005	0,641	0,003
Salarié du public	0,633	0,010	0,637	0,013	0,634	0,008
Salarié du privé	0,626	0,008	0,608	0,012	0,620	0,007
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

- **Niveau de vie et perception de la gouvernance, paix et sécurité**

Le niveau de vie est l'un des principaux facteurs qui influencent la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité. Les pauvres, vivant dans les conditions difficiles, sont plus critiques sur la gouvernance, la sécurité et la paix que les personnes aisées. En effet les pauvres affichent une moyenne plus faible que les personnes ayant un niveau de vie moyen ou les riches que ce soit l'indice de gouvernance, l'indice de paix et sécurité ou l'indice global de gouvernance, paix et sécurité. La moyenne de l'indice de gouvernance est de 0,51 chez les pauvres contre 0,53 chez les moyens et les riches. Les pauvres expriment également un niveau de paix et sécurité moins élevé que celui des riches et les personnes ayant un niveau de vie moyen. L'appréciation globale de la gouvernance, paix et sécurité va également dans le même sens (Tableau 5). La perception de la gouvernance, paix et sécurité est positivement corrélée avec le niveau de vie c'est-à-dire que ceux qui vivent dans de bonnes conditions sont plus satisfaits de la gouvernance, de la paix et sécurité en milieu urbain et en milieu rural. Les pauvres du milieu rural ont une perception encore moins bonne que ceux du milieu urbain quel que soit l'indice considéré.

Tableau 5 : Niveau de vie et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence selon le milieu de résidence

Niveau de vie	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Pauvre	0,514	0,009	0,505	0,008	0,509	0,006
Moyen	0,528	0,009	0,524	0,009	0,526	0,006
Riche	0,527	0,008	0,541	0,008	0,535	0,005
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Pauvre	0,702	0,006	0,692	0,006	0,697	0,004
Moyen	0,715	0,005	0,714	0,006	0,714	0,004
Riche	0,708	0,005	0,719	0,005	0,714	0,003
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Pauvre	0,632	0,006	0,622	0,006	0,627	0,004
Moyen	0,645	0,006	0,645	0,006	0,645	0,004
Riche	0,640	0,006	0,654	0,005	0,648	0,004
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

- **3.1.5. Niveau d'instruction et perception de la gouvernance, paix et sécurité**

La perception de la gouvernance paix et sécurité est aussi influencée par le niveau d'instruction. Les personnes plus instruites sont en général plus informées du fonctionnement de l'Etat et de la façon dont les affaires publiques sont gérées et ont des attentes vis-à-vis des gouvernants. En conséquence, elles expriment moins de satisfaction de la gouvernance que les personnes moins instruites. Le niveau

de satisfaction moyen de la gouvernance chez les chefs de ménages ayant un niveau d'instruction supérieur est 0,51 contre 0,53 chez les chefs de ménage sans instruction (Tableau 6). Le sens de la relation entre le niveau d'instruction et la perception de la paix et sécurité n'est pas clairement défini. La relation semble être en V. En effet, la moyenne a diminué lorsqu'on passe des personnes sans instruction aux personnes de niveau primaire et secondaire mais a légèrement augmenté quand on passe aux personnes de niveau supérieur. Néanmoins, la moyenne de l'indice de perception de la paix et sécurité des personnes sans instruction est plus élevée que celle des autres catégories. Enfin, la perception globale de la gouvernance, paix et sécurité suivant le niveau d'instruction est analogue à ce qui est observé en analysant la perception de l'indice de paix et sécurité. Seules les chefs de ménage sans instruction se dégagent du lot avec un niveau moyen de l'indice de gouvernance, paix et sécurité plus élevé sauf en milieu rural où la moyenne diminue avec le niveau d'instruction. Les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur en milieu rural sont encore moins favorables en matière d'appréciation de la gouvernance que ceux du milieu urbain.

Tableau 6 : Niveau d'instruction et perception de la gouvernance, paix et sécurité selon le milieu de résidence

Niveau d'instruction	Urbain		Rural		Ensemble	
	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.	Moyenne	Std. Err.
Indice Gouv						
Aucun	0,536	0,008	0,530	0,006	0,532	0,005
Primaire	0,513	0,010	0,512	0,011	0,513	0,007
Secondaire	0,512	0,008	0,521	0,010	0,515	0,006
Supérieur	0,514	0,013	0,487	0,026	0,509	0,012
Bénin	0,523	0,007	0,526	0,006	0,524	0,004
Indice PS						
Aucun	0,717	0,005	0,713	0,004	0,714	0,003
Primaire	0,692	0,005	0,703	0,007	0,697	0,004
Secondaire	0,702	0,005	0,694	0,007	0,699	0,004
Supérieur	0,706	0,007	0,701	0,017	0,706	0,006
Bénin	0,707	0,004	0,709	0,004	0,708	0,003
Indice GPS						
Aucun	0,650	0,006	0,646	0,005	0,647	0,003
Primaire	0,625	0,007	0,632	0,008	0,628	0,005
Secondaire	0,630	0,006	0,631	0,007	0,631	0,004
Supérieur	0,634	0,008	0,622	0,020	0,632	0,008
Bénin	0,638	0,005	0,642	0,005	0,640	0,003

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

3.2. Analyse de corrélation entre les indices GPS

Nous avons testé la relation entre les trois indices mobilisés dans nos analyses à travers une analyse de corrélation. Théoriquement, il existe un lien positif entre la perception de la gouvernance et la perception de la paix et sécurité. Il est évident que l'indice de gouvernance et l'indice de paix et sécurité soient corrélés avec l'indice global de gouvernance, paix et sécurité étant des composantes de ce dernier. L'intérêt ici est de voir lequel des deux indices a une plus forte corrélation avec l'indice global. Les coefficients de corrélation et leur degré de significativité sont résumés dans le tableau 7. On note que tous les coefficients de corrélations sont positifs et significativement différents de 0. La corrélation entre l'indice de gouvernance et l'indice de paix et sécurité est de 0,56. Cela signifie que les deux indices croissent simultanément. Les personnes qui expriment une plus grande satisfaction en matière de gouvernance sont aussi satisfaites des conditions de paix et sécurité et vice versa. La corrélation ne nous permet pas d'établir le lien de causalité entre les deux indices.

On remarque que l'indice de gouvernance et l'indice de paix et sécurité sont fortement corrélés avec l'indice global de gouvernance, paix et sécurité. Les deux corrélations sont semblables, de l'ordre de 0,88. L'indice de gouvernance et l'indice de paix et sécurité ont relativement la même influence sur l'indice de gouvernance, paix et sécurité.

Tableau 7 : Matrice de corrélation entre les indices GPS

	Indice Gouv	Indice PS	Indice GPS
Indice Gouv	1,000		
Indice PS	0,563***	1,000	
Indice GPS	0,885***	0,880***	1,000

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

3.3. Déterminants de la perception de la gouvernance, paix et sécurité

L'analyse des déterminants de la perception de la gouvernance paix et sécurité a été faite à partir de trois groupes de régressions linéaires. Le premier groupe porte sur l'indice de gouvernance, le second sur l'indice de paix et sécurité et le troisième sur l'indice global de gouvernance, paix et sécurité. Au niveau de chaque groupe, trois modèles ont été estimés en introduisant progressivement les variables. Cette stratégie permet d'analyser indirectement les interactions entre les variables du niveau inférieur et celles du niveau supérieur. Les résultats des modèles sont présentés dans les sous sections suivantes.

• 3.3.1. Gouvernance

L'analyse des déterminants de la perception de la gouvernance est présentée dans le tableau 8. Le premier modèle prend en compte l'indice de paix et sécurité, le milieu de résidence et la région. La perception de la paix et sécurité a une influence positive et très significative sur la perception de la gouvernance. La variation d'une unité de l'indice de paix et sécurité entraîne une variation d'environ 0,75 unité de l'indice de gouvernance. Même en considérant successivement les autres variables, l'effet est maintenu et a tendance à se renforcer. Une amélioration de la paix et sécurité pourrait améliorer la perception des populations sur la gouvernance.

Quel que soit le modèle considéré, le milieu de résidence n'a pas d'effet significatif sur la perception de la gouvernance. Autrement dit, les données de l'enquête ERI-ESI ne permettent pas d'affirmer que les ménages urbains ont une perception de la gouvernance différente de la perception des ménages ruraux. Par contre, le département de résidence permet d'établir des écarts entre la perception de la gouvernance des ménages. En prenant comme référence le département du Littoral, c'est-à-dire la ville de Cotonou, certains départements affichent un niveau d'indice de perception de la gouvernance plus élevé que celui du Littoral, d'autre un niveau plus bas tandis que les autres ne montrent aucune différence significative avec le Littoral. Parmi les départements où la perception de la gouvernance est meilleure que celle du Littoral figurent la Donga, l'Atacora et le Borgou. Seuls les départements du Couffo et des Collines (modèles 1 et 2 seulement) affichent un niveau de satisfaction de la gouvernance en dessous de celui du Littoral. L'effet disparaît pour les Collines dès qu'on prend en compte l'emploi. Les autres départements à savoir l'Alibori, l'Atlantique, le Mono, l'Ouémé, le Plateau et le Zou ne montrent aucune différence significative par rapport au Littoral.

L'influence des caractéristiques individuelles du chef de ménage et de son ménage a été analysée. Aucune différence significative n'a été notée suivant le niveau de vie du ménage. Les perceptions des ménages pauvres ne sont pas différentes de celles des ménages riches. De même, en tenant compte des autres variables du modèle, les perceptions des hommes ne sont pas différentes de celles des femmes. En considérant le niveau d'instruction du chef de ménage, seuls ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur marquent une différence par rapport à ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction. Il affiche un plus faible niveau d'indice de gouvernance que les chefs de ménage sans instruction. L'âge a un impact positif sur la perception de la gouvernance et son carré a un impact négatif. Cela suggère un effet de cycle de vie. Le niveau de perception croit chez les plus jeunes jusqu'à 47 ans et décroît parmi les 48 ans et plus.

L'affiliation à un parti politique a un effet positif sur la perception de la gouvernance. Les ménages où le chef de ménage est affilié à un parti politique affirment que la gouvernance est meilleure relativement à ceux qui n'ont aucune affiliation politique. Nous avons déjà souligné la limite de cette variable qui ne permet pas de distinguer l'affiliation à un parti de l'opposition ou à un parti de la majorité présidentielle. L'affiliation a une association quelconque autre que les partis politiques n'a pas d'effet significatif sur la perception de la gouvernance. Enfin la profession, aussi bien la situation professionnelle que la branche d'activité s'est révélée déterminant de la perception de la gouvernance. Les travailleurs indépendants, les salariés du public et du privé ont un indice de gouvernance plus élevé que celui des chômeurs et inactifs. Il semble que c'est le fait d'avoir une activité quelconque qui a un effet positif sur la perception de la gouvernance. Le travail dans les services a un effet positif sur la perception de la gouvernance par rapport au travail dans l'agriculture contrairement au travail dans le commerce ou l'industrie qui ne montrent pas de différence significative.

Tableau 8 : Résultats du modèle d'analyse des déterminants de la perception de la gouvernance

Variables	(1)	(2)	(3)
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Indice PS	0,7490*** (0,0248)	0,7520*** (0,0248)	0,7500*** (0,0246)
Milieu de résidence (Réf : Rural)			
Urbain	-0,0031 (0,0072)	-0,0022 (0,0072)	-0,0049 (0,0074)
Département (Réf : Littoral)			
Alibori	-0,0011 (0,0148)	-0,0002 (0,0151)	-0,0041 (0,0154)
Atacora	0,0519*** (0,0185)	0,0533*** (0,0188)	0,0545*** (0,0187)
Atlantique	-0,0040 (0,0131)	-0,0027 (0,0129)	-0,0034 (0,0128)
Borgou	0,0348* (0,0195)	0,0382* (0,0198)	0,0383* (0,0197)
Collines	-0,0285* (0,0169)	-0,0297* (0,0172)	-0,0257 (0,0173)
Couffo	-0,0465*** (0,0153)	-0,0462*** (0,0153)	-0,0432*** (0,0154)
Donga	0,1090*** (0,0139)	0,1090*** (0,0140)	0,1130*** (0,0143)
Mono	-0,0158 (0,0163)	-0,0164 (0,0160)	-0,0161 (0,0161)
Ouémé	-0,00683 (0,0161)	-0,0110 (0,0156)	-0,0107 (0,0160)
Plateau	-0,0188 (0,0131)	-0,0209 (0,0130)	-0,0172 (0,0132)
Zou	-0,0082 (0,0131)	-0,0142 (0,0133)	-0,0130 (0,0135)
Niveau de vie (Réf : Pauvre)			
Moyen	-0,0013 (0,0060)	-0,0007 (0,0060)	-0,0008 (0,0060)
Riche	0,0010 (0,0051)	0,0015 (0,0052)	0,0017 (0,0052)
Sexe (Réf : Femme)			
Homme		-0,0090 (0,0056)	-0,0085 (0,0055)
Niveau d'instruction (Réf : Aucun)			
Primaire		0,0002 (0,0059)	-0,0018 (0,0058)
Secondaire		-0,0015 (0,0063)	-0,0053 (0,0063)
Supérieur		-0,0162 (0,0110)	-0,0227** (0,0109)
Age		0,0009 (0,0006)	0,0013* (0,0006)
Age2		-8,22e-06 (5,91e-06)	-1,34e-05** (6,51e-06)
Affiliation politique (Réf : Non)			
Oui		0,0355*** (0,0064)	0,0343*** (0,0065)
Affiliation association (Réf : Non)			
Oui		0,0031 (0,0048)	0,0042 (0,0049)
Situation professionnelle (Réf : Chômeur/inactif)			
Indépendant			0,0353** (0,0161)
Salarié du public			0,0373** (0,0178)
Salarié du privé			0,0389** (0,0178)
Branche d'activité (Réf : Agriculture)			
Industrie			0,0087 (0,0082)
Commerce			0,0038 (0,0073)
Services			0,0140** (0,0067)
Sans activité			0,0587*** (0,0175)
Constant	-0,00826 (0,0222)	-0,0285 (0,0266)	-0,0781*** (0,0300)
Observations	9 517	9 506	9 506
R-squared	0,3370	0,3430	0,3460

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

• **3.3.2. Paix et sécurité**

Les résultats des modèles d'analyse de la perception de la paix et sécurité sont présentés dans le tableau 9. Ici aussi, il est noté que la perception de la gouvernance a un effet positif très significatif sur la perception de la paix et sécurité. Les ménages qui expriment une plus grande satisfaction de la gouvernance expriment en même temps un niveau de satisfaction de paix et sécurité plus élevé. La perception de la gouvernance et celle de la paix et sécurité sont étroitement liées. Lorsqu'on se sent en paix et en sécurité, on juge positif les actions des autorités politiques, de la même manière, lorsqu'on pense que les affaires publiques sont bien gérées, on se sent en paix et en sécurité. Le milieu de résidence n'a pas d'effet significatif sur la perception de la paix et sécurité. Les ménages ruraux ne se sentent ni moins, ni plus en paix que les ménages urbains. En considérant le département et en comparant les autres départements au Littoral, l'Alibori, l'Atacora, le Borgou, la Donga, le Plateau, le Zou et dans une moindre mesure l'Ouémé affiche un niveau de perception de paix et sécurité meilleure que le Littoral. Par contre les départements du Mono et du Couffo expriment une perception de paix et sécurité moins bonne que celle du Littoral. Les départements de l'Atlantique et des Collines ne montrent aucune différence significative avec le Littoral.

Le niveau de vie a un effet significatif sur la perception de paix et sécurité. En effet, les ménages ayant un niveau de vie moyen pensent être dans de meilleures conditions de paix et sécurité que les pauvres et les riches. C'est aux deux extrêmes du niveau de vie que la perception de paix et sécurité est moins bonne, toutes choses égales par ailleurs. Même si les riches ne montrent aucune différence en matière de perception de paix et sécurité avec les pauvres, il est probable que les raisons qui justifient les perceptions des deux groupes ne soient pas identiques. Les premiers peuvent craindre la sécurité de leurs possessions tandis que les seconds craignent la sécurité de leur existence. Le sexe n'a pas d'influence significative sur la perception de paix et sécurité. Il ressort de l'analyse de l'effet du niveau d'instruction que les chefs de ménage ayant un niveau d'instruction supérieur expriment un indice de paix et sécurité plus élevé que les chefs de ménage sans aucun niveau d'instruction. Le niveau d'instruction améliore le niveau de perception de paix et sécurité, particulièrement l'accès à l'enseignement supérieur.

Contrairement à la perception de la gouvernance, l'âge a un effet faible sur la perception de paix et sécurité. Les effets de génération et de cycle de vie sur la perception de paix et sécurité ne semblent pas être très marqués.

En revanche le fait d'être affilié à un parti politique ou à une association a un effet négatif sur la perception de paix et sécurité. Ce résultat montrerait les craintes des attaques des adversaires pour les militants, en particulier les militants politiques qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité présidentielle. La situation professionnelle, notamment le fait d'être salarié du privé a un effet négatif sur la perception de paix et sécurité par rapport au fait d'être chômeur ou inactif. Les statistiques descriptives montraient déjà cette situation dans le secteur privé qui se confirme ici. Ce résultat est-il dû à la nouvelle législation du travail au Bénin qui tend à rendre précaires les contrats de travail dans le secteur privé ? Cette piste semble intéressante à creuser. Enfin ce sont les travailleurs de la branche industrie qui montrent une meilleure perception de paix et sécurité que les travailleurs agricoles.

Les études thématiques à partir des données de l'ERI-ESI
Cahier 2 : Gouvernance, paix et sécurité

Tableau 9 : Résultats du modèle d'analyse des déterminants de la perception de la paix et sécurité

Variables	(1)	(2)	(3)
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Indice Gouv	0,3103*** (0,0102)	0,3150*** (0,0102)	0,3150*** (0,0103)
Milieu de résidence (Réf : Rural)			
Urbain	0,0017 (0,0045)	0,0004 (0,0046)	0,0001 (0,0048)
Département (Réf : Littoral)			
Alibori	0,0312*** (0,0108)	0,0329*** (0,0108)	0,0336*** (0,0108)
Atacora	0,0338*** (0,0074)	0,0336*** (0,0075)	0,0333*** (0,0075)
Atlantique	-0,0052 (0,0089)	-0,0049 (0,0086)	-0,0058 (0,0086)
Borgou	0,0360*** (0,0067)	0,0347*** (0,0068)	0,0348*** (0,0067)
Collines	-0,0189 (0,0119)	-0,0173 (0,0122)	-0,0179 (0,0122)
Couffo	-0,0288*** (0,0083)	-0,0266*** (0,0085)	-0,0273*** (0,0084)
Donga	0,0527*** (0,0078)	0,0541*** (0,0078)	0,0533*** (0,0079)
Mono	-0,0308*** (0,0108)	-0,0291*** (0,0107)	-0,0297*** (0,0107)
Ouémé	0,0104 (0,0065)	0,0139** (0,0068)	0,0123* (0,0068)
Plateau	0,0342*** (0,0069)	0,0373*** (0,0070)	0,0359*** (0,0071)
Zou	0,0429*** (0,0068)	0,0483*** (0,0068)	0,0475*** (0,0068)
Niveau de vie (Réf : Pauvre)			
Moyen	0,0072** (0,0035)	0,0065* (0,0036)	0,0059* (0,0035)
Riche	0,0023 (0,0035)	0,0010 (0,0036)	0,0005 (0,0036)
Sexe (Réf : Femme)			
Homme		0,0035 (0,0034)	0,0048 (0,0034)
Niveau d'instruction (Réf : Aucun)			
Primaire		0,0010 (0,0036)	0,0005 (0,0037)
Secondaire		0,0031 (0,0042)	0,0043 (0,0043)
Supérieur		0,0110* (0,0059)	0,0147** (0,0061)
Age		0,0008** (0,0004)	0,0006 (0,0004)
Age2		-6,60e-06 (4,07e-06)	-4,30e-06 (4,39e-06)
Affiliation politique			
Oui		-0,0173*** (0,0042)	-0,0169*** (0,0042)
Affiliation association			
Oui		-0,0046 (0,0029)	-0,0054* (0,0029)
Situation professionnelle (Réf : Chômeur/inactif)			
Indépendant			-0,0035 (0,0099)
Salarié du public			-0,0128 (0,0111)
Salarié du privé			-0,0185* (0,0106)
Branche d'activité (Réf : Agriculture)			
Industrie			0,0094* (0,0054)
Commerce			0,0045 (0,0046)
Services			0,0048 (0,0049)
Sans activité			-0,0080 (0,0108)
Constant	0,5270*** (0,0082)	0,5050*** (0,0121)	0,5120*** (0,0159)
Observations	9 517	9 506	9 506
R-squared	0,3490	0,3540	0,3550

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

• **3.3.3. Gouvernance, paix et sécurité**

Les déterminants de l'indice global de gouvernance, paix et sécurité sont résumés dans le tableau 10. On y retrouve notamment les déterminants communs aux indices partiels (indice de gouvernance, indice de paix et sécurité). La résidence en milieu urbain n'a pas d'effet sur la perception de la gouvernance paix et sécurité par rapport à la résidence en milieu rural. Par contre l'effet région est très marqué. En regroupant les départements en trois catégories par rapport au département du Littoral, on note que les départements de l'Alibori, l'Atacora, le Borgou, la Donga, le Plateau et le Zou ont un indice global de gouvernance, paix et sécurité plus élevé que celui du Littoral ; ceux du Mono, du Couffo et des Collines ont un indice global de gouvernance, paix et sécurité plus faible que dans le Littoral ; enfin les départements de l'Atlantique et de l'Ouémé ne montrent aucune différence de perception avec le Littoral.

Les ménages ayant un niveau de vie moyen (modèles 1 et 2 semblent plus satisfaits de la gouvernance, paix et sécurité que les ménages pauvres mais cet effet n'est pas consistant puisqu'il disparaît dans le modèle final. Le sexe et le niveau d'instruction n'ont aucun effet significatif sur la perception de la gouvernance, paix et sécurité. L'effet négatif du niveau d'instruction sur la perception de la gouvernance et son effet positif sur la perception de paix et sécurité se sont neutralisés. L'âge a un effet positif sur la perception globale de gouvernance, paix et sécurité et son carré a un effet négatif comme pour l'indice de gouvernance. Les jeunes semblent moins satisfaits que certaines personnes plus âgées. En général, le niveau de perception croît avec l'âge chez les 15-58 ans et décroît chez les 59 ans et plus.

L'affiliation à un parti politique a un effet positif sur la perception de gouvernance, paix et sécurité (modèle 2) mais l'effet disparaît dans le modèle final quand on tient compte de la branche d'activité et de la situation professionnelle. L'affiliation à une association n'a pas d'effet significatif dans le modèle.

L'emploi montre quelques effets sur la perception globale de gouvernance, paix et sécurité variant selon la situation professionnelle et la branche d'activité. D'un côté, les travailleurs indépendants affichent une plus grande satisfaction de gouvernance, paix et sécurité que les chômeurs et inactifs tandis que de l'autre côté ce sont les travailleurs des branches industrie et services qui marquent une différence positive par rapport aux travailleurs de la branche agriculture.

Tableau 10 : Résultats du modèle d'analyse des déterminants de la perception de la gouvernance, paix et sécurité

Variables	(1)	(2)	(3)
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Milieu de résidence (Réf : Rural)			
Urbain	-0,0002 (0,0066)	-0,0011 (0,0067)	-0,0035 (0,0068)
Département (Réf : Littoral)			
Alibori	0,0404*** (0,0152)	0,0436*** (0,0156)	0,0417*** (0,0153)
Atacora	0,0817*** (0,0180)	0,0835*** (0,0183)	0,0839*** (0,0182)
Atlantique	-0,0042 (0,0128)	-0,0032 (0,0125)	-0,0049 (0,0125)
Borgou	0,0746*** (0,0136)	0,0765*** (0,0141)	0,0767*** (0,0141)
Collines	-0,0380*** (0,0115)	-0,0373*** (0,0115)	-0,0351*** (0,0117)
Couffo	-0,0663*** (0,0109)	-0,0643*** (0,0109)	-0,0628*** (0,0110)
Donga	0,151*** (0,0113)	0,153*** (0,0115)	0,155*** (0,0119)
Mono	-0,0447*** (0,0123)	-0,0436*** (0,0123)	-0,0442*** (0,0123)
Ouémé	0,0108 (0,0141)	0,0113 (0,0141)	0,0094 (0,0143)
Plateau	0,0297*** (0,0103)	0,0315*** (0,0104)	0,0324*** (0,0106)
Zou	0,0535*** (0,0101)	0,0549*** (0,0101)	0,0547*** (0,0102)
Niveau de vie (Réf : Pauvre)			
Moyen	0,0080* (0,0042)	0,0076* (0,0043)	0,0068 (0,0042)
Riche	0,0041 (0,0042)	0,0026 (0,0042)	0,0021 (0,0042)
Sexe (Réf : Femme)			
Homme		-0,0030 (0,0038)	-0,0013 (0,0038)
Niveau d'instruction (Réf : Aucun)			
Primaire		0,0013 (0,0046)	-0,0008 (0,0045)
Secondaire		0,0029 (0,0049)	0,0015 (0,0048)
Supérieur		0,0012 (0,0076)	0,0008 (0,0076)
Age		0,0016*** (0,0005)	0,0017*** (0,0005)
Age2		-1,43e-05*** (5,10e-06)	-1,52e-05*** (5,37e-06)
Affiliation politique (Réf : Non)			
Oui		0,0079* (0,0047)	0,0076 (0,0047)
Affiliation association (Réf : Non)			
Oui		-0,0012 (0,0040)	-0,0014 (0,0040)
Situation professionnelle (Réf : Chômeur/inactif)			
Indépendant			0,0229* (0,0120)
Salarié du public			0,0130 (0,0132)
Salarié du privé			0,0076 (0,0132)
Branche d'activité (Réf : Agriculture)			
Industrie			0,0178*** (0,0060)
Commerce			0,0078 (0,0054)
Services			0,0165*** (0,0058)
Sans activité			0,0342** (0,0133)
Constant	0,613*** (0,0111)	0,573*** (0,0166)	0,544*** (0,0201)
Observations	9 527	9 516	9 516
R-squared	0,177	0,179	0,182

Source : INStAD, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Conclusion

Cet article a examiné les déterminants de la perception des populations sur la gouvernance paix et sécurité à partir des données de l'enquête ERI-ESI réalisée en 2018 sur la base de deux indices partiels (indice de gouvernance, indice de paix et sécurité) et d'un indice global (indice de de gouvernance, paix et sécurité) qui résulte de la moyenne des deux premiers.

La méthode d'analyse a couplé des analyses descriptives avec des analyses multivariées fondées sur des régressions économétriques. L'analyse des résultats a permis de ressortir les facteurs qui influencent les perceptions des Béninois sur la gouvernance, paix et sécurité. A cet égard on note que la perception de paix et sécurité est un déterminant important de la perception de la gouvernance et vice versa. Une amélioration de la perception de la gouvernance induit une amélioration de la perception de paix et sécurité.

Le milieu de résidence et le sexe n'ont pas d'effet significatif sur la perception des populations de la gouvernance, paix et sécurité au Bénin. La région de résidence s'est révélé un facteur déterminant important de la perception de la gouvernance, paix et sécurité. Les modèles nous ont permis de comparer les autres départements à celui du Littoral. Les résultats montrent que l'Atacora, le Borgou et la Donga ont une perception de gouvernance paix et sécurité meilleure à celle du Littoral quel que soit l'indice considéré. L'Alibori, le plateau et le Zou montrent un niveau meilleur de perception de paix et sécurité et de gouvernance, paix et sécurité que le Littoral tandis que l'Ouémé a un avantage sur le Littoral seulement en matière de perception de paix et sécurité. A l'opposé, le Couffo et les Collines expriment une perception moins bonne que celle du Littoral pour les trois indices analysés et le Mono seulement pour l'indice de paix et sécurité et l'indice global de gouvernance, paix et sécurité. Ces trois départements méritent une attention particulière.

Le niveau de vie des ménages est également un déterminant de la perception de paix et sécurité. Les ménages ayant un niveau de vie moyen affichent un niveau relativement plus élevé de perception de paix et sécurité et de perception de gouvernance, paix et sécurité que les ménages pauvres. Il a été montré à Madagascar que les populations pauvres, vivant dans les quartiers précaires expriment une opinion négative sur la gouvernance démocratique (Roubaud & Wachsberger, 2007). L'affiliation à un parti politique a un effet positif sur la perception de la gouvernance et un effet négatif sur la perception de paix et sécurité. L'affiliation à une association a le même effet que l'affiliation politique sur la perception de paix et sécurité. Autrement dit, ceux qui militent dans un parti ou une association ont peur pour leur sécurité. Plusieurs études ont montré que les citoyens craignent des représailles en cas de dénonciation des actes de corruption des élites (Diallo & Diallo, 2021b; Etsila, 2021; IREG, 2020; Keulder, 2021). Le niveau d'instruction a un effet négatif sur la perception de la gouvernance et un effet positif sur la perception de paix et sécurité, particulièrement l'accès à l'enseignement supérieur. La situation professionnelle et la branche d'activité ont un effet sur les perceptions des populations. L'exercice d'une activité quelconque a un effet positif sur la perception de la gouvernance par rapport au chômage ou l'inactivité et les travailleurs de la branche service expriment plus de satisfaction en matière de gouvernance que les travailleurs de la branche agriculture. Les salariés du privé ont un niveau de perception de paix et sécurité inférieur à celui des chômeurs et inactifs tandis que les indépendants ont un niveau plus élevé de perception de gouvernance, paix et sécurité. Les travailleurs des branches industrie et services ont un niveau de perception de paix et sécurité et de la gouvernance, paix et sécurité en général que les agriculteurs. Enfin, il a été noté un effet de génération et de cycle de vie dans la perception de la gouvernance et de la perception de gouvernance, paix et sécurité. Les jeunes expriment une perception moins favorable que certaines personnes plus âgées.

Les données utilisées n'ont pas permis de distinguer l'affiliation à un parti de la majorité présidentielle et l'affiliation à un parti de l'opposition pour analyser les différences de perception selon que l'on se trouve d'un bord ou de l'autre. Il sera utile de tenir compte de cette limite dans les futures collectes de données sur la gouvernance paix et sécurité. Nous avons effectué une analyse statique des déterminants de la perception des populations sur la gouvernance, paix et sécurité au Bénin. Il nous semble important de reprendre l'exercice dès que de nouvelles données seront disponibles pour évaluer la dynamique des perceptions dans le temps.

Bibliographie

- DIALLO, Mamadou Abdoulaye. DIALLO, Soukeyna. (2021). Les Sénégalais déplorent la hausse du niveau de corruption mais craignent des représailles en cas de dénonciation. *Dépêche d'Afrobarometer* : 2021. n° 462 : 9.
- DIALLO, Mamadou Abdoulaye. DIALLO, Soukeyna. (2021). Entre sentiments d'insécurité et d'impunité, les Sénégalais accusent le chômage des jeunes comme principale cause de la délinquance. *Dépêche d'Afrobarometer* : 2021. n° 481 : 12.
- ETSILA, Judicaël. (2021). Les Gabonais font peu confiance à la police et à la gendarmerie. *Dépêche d'Afrobarometer* : 2021. n° 473 : 8.
- INSTAD. (2018). Rapport final, Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI). Cotonou. 2018 : 329.
- IREG. (2020). Afrobarometer Round 8 : Résumé des résultats pour la République de Bénin. Afrobarometer : Accra. 2020 : 94
- KEULDER Christiaan. (2021). Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent. *Dépêche d'Afrobarometer* : 2021. n° 421 : 17.
- LAVALLEE Emmanuelle. (2006). Corruption et confiance dans les institutions politiques : test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines. *Afrique Contemporaine* : 2006. Vol. 220. n° 4 : 163-190.
- MO IBRAHIM FOUNDATION. (2019). Agendas 2063 & 2030 : Is Africa on track ? (p. 116) Mo Ibrahim Foundation: 2019. African Governance Report : 116.
- MO IBRAHIM FOUNDATION. (2020). Ibrahim Index of African Governance. Mo Ibrahim Foundation: 2020. Index Report : 152.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François et MOUSSATRAORE Seydou. (2015). Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 : Une analyse à partir des modules GPS-SHaSA. *INSTAT Mali*. 2015 : 18
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François. SENTAMBA, Elias. (2016). Expériences, perceptions et aspirations citoyennes à l'aube de la crise au Burundi. *Revue Tiers Monde*, 2016. Vol. 228. n° 4 : 67.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François et WANTCHEKON, Léonard. (2006). Introduction thématique: Gouvernance et démocratie en Afrique : la population a son mot à dire. *Afrique contemporaine*, 2006. Vol. 220. n° 4 : 21.
- ROUBAUD François. (2003). La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie. *Afrique contemporaine*, 2003. Vol. 206. n° 2 : 57.
- ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel. (2007). Les quartiers pauvres contre la démocratie ? Le cas d'Antananarivo, Madagascar. *Afrique contemporaine*, 2007. Vol. 220. n° 4 : 65-96.
- SAMSON Romaric. (2021). Selon les Béninois, le niveau de corruption a diminué, la lutte du gouvernement est bonne. *Dépêche d'Afrobarometer*, 2021. n° 445 : 13.
- WALI WALI Christian, OSSE Lionel. (2021). Les Gabonais expriment leur insatisfaction des besoins d'éducation. *Dépêche d'Afrobarometer*, 2021. n° 444 : 8.

Facteurs explicatifs de la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau

Oswaldo Cristo João MENDES

Institut National de la Statistique, Guinée-Bissau

Résumé : Dans cet article nous nous sommes intéressés à une problématique d'actualité, à savoir les facteurs explicatifs de la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau. Pour répondre à cette préoccupation, nous avons utilisé les données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée en 2018 en Guinée-Bissau. Dans cette enquête, il y a un module sur la gouvernance paix et sécurité (GPS), à partir duquel il a été créé un score de la perception de la gouvernance, en utilisant 16 variables du questionnaire, auxquelles ont répondu des personnes âgées de 18 ans et plus sur leur opinion de la démocratie et de la gouvernance en Guinée-Bissau. Les résultats de la régression logistique de la mauvaise perception de la gouvernance indiquent que les variables sexe, âge, nationalité et région de résidence n'ont pas d'effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau. En revanche, l'état matrimonial, le profil migratoire, le niveau d'instruction et le milieu de résidence sont les caractéristiques individuelles ayant une influence significative sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau. En ce qui concerne les caractéristiques du ménage, ce sont le quintile de niveau de vie et le sexe du chef de ménage qui influencent la mauvaise perception de la gouvernance. L'un des résultats intéressants dans cette étude est l'influence des variables de sécurité en l'occurrence le sentiment d'insécurité et l'opinion sur les conflits entre les différents groupes d'une localité qui ont un effet sur la mauvaise perception de la gouvernance. Le sentiment de sécurité augmente la mauvaise perception de la gouvernance et l'origine des conflits liés à la rareté des ressources naturelles tend à augmenter la mauvaise perception de la gouvernance.

Mots clés : Gouvernance, Facteurs explicatifs, Perception de la mauvaise gouvernance

Resumo : Neste artigo estamos interessados numa questão actual, nomeadamente os factores explicativos da fraca percepção da governação na Guiné-Bissau. Para responder a esta preocupação, utilizámos os dados do Inquérito Regional ao Emprego e o Sector Informal (ERI-ESI) realizado em 2018 na Guiné-Bissau. Neste estudo, existe um módulo sobre Governação, Paz e a Segurança (GPS), a partir do qual foi criada uma pontuação da percepção de governação, foi utilizado 16 variáveis do questionário, para as quais os respondentes com 18 anos ou mais opinaram sobre a democracia e governança na Guiné-Bissau. Os resultados da regressão logística de fraca percepção de governação indicam que as variáveis sexo, idade, nacionalidade e região de residência não têm um efeito significativo na fraca percepção de governação na Guiné-Bissau. Por outro lado, o estado civil, o perfil migratório, o nível de escolaridade e o meio de residência são as características individuais que influenciam significativamente a fraca percepção de governação na Guiné-Bissau. Em relação às características do agregado familiar, é o quintil de nível de vida e o sexo do chefe do agregado que influenciam a fraca percepção de governação. Um dos resultados interessantes neste estudo é a influência das variáveis de segurança neste caso o sentimento de insegurança e a opinião sobre os conflitos entre os diferentes grupos de uma localidade que afetam a má percepção da governação. O sentimento de segurança aumenta a má percepção de governança e a origem de conflitos ligados à escassez de recursos naturais tende a aumentar a má percepção de governança.

Palavra-chave: Governação, Fatores explicativos, Percepção da má governação.

Introduction

Depuis plus d'une décennie, de nombreux pays du continent ont entrepris des réformes de consolidation de la démocratie qu'ils ont adoptées comme système de gouvernance depuis les années 90. Dans l'ensemble, ces réformes devraient amener de plus en plus les pouvoirs publics à appliquer les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme. Le processus de réforme pour

consolider l'état de droit, engagé depuis de nombreuses années dans ces pays, souffre du suivi et de l'évaluation en raison du manque de méthodologie et de données harmonisées et mises à jour.

En réponse à ce besoin, sous les auspices de l'Union africaine (UA), l'initiative GPS-SHaSA, qui fait partie de la stratégie d'harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA), a développé d'outils pour la collecte des données sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS), à l'attention des instituts nationaux de statistique (INS) des pays du continent. La collecte des données à partir du module GPS devrait permettre aux Etats de disposer de données sur la perception et le vécu des populations sur les questions de gouvernance, démocratie, état de droit et droits de l'homme dans le pays. Ces statistiques permettront d'aider les autorités au niveau national et régional dans la prise de décision et de disposer d'un cadre permanent pour l'analyse et la prise en compte des préoccupations des populations, et surtout des plus vulnérables.

La question de gouvernance a été abordée par de nombreuses institutions dont la Banque mondiale, l'Union Européenne et le PNUD sans qu'aucun consensus ne se dégage sur une définition commune, son utilité et sa mesure.

La mauvaise perception de la gouvernance est un phénomène multiforme. Qu'il s'agisse du chômage des jeunes, de la persistance de l'insécurité, du non accès aux services sociaux de base, les problèmes que rencontrent les populations ont un lien avec la gouvernance des institutions de la république, et justifie une attention particulière au regard de la dégradation de la situation socioéconomique dans le pays et de la déclaration universelle des droits de l'homme définie comme « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples ».

A notre connaissance, aucune étude sur les facteurs déterminants, au niveau des populations, sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau et dans les pays de la sous-région n'a été réalisés. Notre objectif est d'examiner sur la base d'une enquête auprès des ménages les facteurs déterminants de la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau.

Cet article est structuré comme suit : (1) le contexte théorique fournit un aperçu de la mesure de la gouvernance et de ce qui détermine la mauvaise perception de la gouvernance ; (2) une présentation de la mesure de la perception de la population sur la gouvernance, de la source des données, des variables et des méthodes d'analyse ; (3) résultats et discussion et (4) conclusions et recommandations.

1. Mesure et revue de la littérature sur la gouvernance

1.1 Mesure de la gouvernance

La mesure de la gouvernance traduit une volonté de réification, c'est-à-dire de transformer un concept abstrait en une entité concrète et donc mesurable. Trois outils de mesure ont été proposés avec les objectifs respectifs pour la Banque mondiale, la Commission européenne et PNUD.

La Banque mondiale et le CPIA

Pour la Banque mondiale, le concept de « bonne gouvernance » implique que l'évaluation destinée à déterminer si la gouvernance est « bonne » ou non, c'est-à-dire de savoir si la structure politique et institutionnelle d'un pays favorise la réduction de la pauvreté, le développement durable et l'usage efficace de l'assistance au développement, repose avant tout sur le jugement d'experts. La définition même de gouvernance donnée par la Banque souligne cette stratégie dans le financement du développement. Les pays disposant d'un cadre politique et institutionnel jugé « satisfaisant » aux yeux de la Banque mondiale sont de ce fait perçus comme étant ceux qui produiront les meilleurs résultats. Depuis 1977, le CPIA A (Country Policy and Institutional Assessment) vise, au travers d'une batterie de 16 indicateurs, à mesurer à quel point les pays demandeurs d'aide ont adopté des mesures visant la libéralisation des marchés et la privatisation du secteur public à savoir : Macroéconomique, Management, Politique budgétaire, politique de la dette, commerce, secteur financier, environnement réglementaire des entreprises, égalité des sexes, équité dans l'utilisation des ressources publiques, renforcement des ressources humaines, protection sociale et travail, politiques et institutions pour la durabilité environnementale, droits de propriété et Gouvernance fondée sur des règles, qualité de la

gestion budgétaire et financière, efficacité de la mobilisation des revenus, qualité de l'administration publique et transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public.

La Commission européenne et les « Profils de gouvernance »

Pour la Commission européenne « bonne gouvernance » tend à être remplacé au sein de la Commission européenne par l'expression « gouvernance démocratique ». Il s'agit d'une notion aux multiples facettes. Elle comprend, entre autres, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ; l'appui aux processus de démocratisation et la participation des citoyens dans le choix et le contrôle de ceux qui gouvernent ; le respect de l'État de droit et l'accès pour tous à une justice indépendante ; un gouvernement qui assure une gestion transparente et qui rend compte de ses actes devant les institutions appropriées et les électeurs ; des institutions efficaces ; la gestion durable des ressources naturelles et énergétiques et de l'environnement ; ainsi que la promotion d'une croissance économique durable. En mettant en avant les différentes dimensions politique, économique, sociale ou encore culturelle de la gouvernance, la Commission européenne souligne que tout soutien apporté à la gouvernance doit être adapté à la situation spécifique de chaque pays, en particulier dans le cas des États fragiles.

Le PNUD et le « Projet des indicateurs de gouvernance »

Le PNUD définit la gouvernance de la manière suivante : « La gouvernance est le système de valeurs, de politiques et d'institutions par lequel une société gère ses affaires économiques, politiques et sociales par le biais d'interactions au sein de l'Etat, la société civile et le secteur privé et entre ces différentes entités. La gouvernance, dans ses dimensions sociales, politiques et économiques, fonctionne à chaque niveau de l'organisation humaine, qu'il s'agisse d'un ménage, d'un village, d'une municipalité, d'une nation, d'une région ou du monde entier ». Cette conception multidimensionnelle de la gouvernance met clairement l'accent sur l'humain et sur les mécanismes dont il dispose à tous les niveaux afin de faire entendre sa voix. Le PNUD a choisi d'employer le terme de « gouvernance démocratique ». Le concept de démocratie ne doit pas être compris ici en tant que système politique mais en tant que processus décisionnel. Il ne s'agit aucunement d'exporter les valeurs de la démocratie occidentale mais de trouver de manière spécifique, pour chaque pays, un système démocratique « adapté aux circonstances et à l'histoire locales ». Ce projet ne cherche aucunement à développer un panel d'indicateurs propres au PNUD qui détermineraient l'allocation de fonds mais simplement à mettre l'accent sur sept champs thématiques clés sur lesquels repose la gouvernance démocratique. Il s'agit du développement parlementaire ; des systèmes et processus électoraux ; des droits de l'Homme ; de la justice ; des médias et de l'accès à l'information ; de la décentralisation et de la gouvernance locale ; et de la réforme de l'administration locale et des mesures anti-corruption.

1.2. Revue de la littérature

L'analyse descriptive des données réalisée par l'Institut national de la statistique du Cameroun (2001, p. 42), montre que la corruption est la manifestation la plus marquée de la mauvaise gouvernance touche un nombre important de ménages au Cameroun. Les résultats de l'ECAM II révèlent qu'en 2001, plus de 42% des ménages camerounais y ont été confrontés, en tant que victimes ou acteurs de la corruption. Il s'agit là de la petite corruption systémique qui implique des petites sommes d'argent et des agents de l'Etat de petites catégories. En définitive, il ressort de cette étude que les phénomènes de corruption et de mauvaise gouvernance sont présents dans certains services publics au Cameroun. Selon l'avis des ménages, ces deux phénomènes sont aujourd'hui classés parmi les premières causes de pauvreté. Toutes les mesures de lutte contre la pauvreté devraient donc intégrer des actions ayant trait à réduire ces deux fléaux.

Selon **Camila Brocco, Tadeu Grando et Vanessa de Quadros Martins, Brazil** (2018, p. 21), l'indice Firjan de le développement municipal est le seul facteur qui a présenté une signification statistique au point d'expliquer le niveau de transparence des communes, en partant du principe que les citoyens de meilleures conditions de santé et d'éducation et une bonne employabilité, ont de meilleures conditions d'exercer un contrôle social sur la gestion municipale. Méthodologiquement, le niveau de transparence des communes à travers une analyse descriptive, avec une moyenne de 71%.

Les facteurs expliquent le niveau de transparence, a été utilisée régression linéaire multiple, pour comparant les variables explicatives du niveau de transparence abordées.

Selon **Jasmina Mangafić & Ljiljan Veselinović**, Bosnie-Herzégovine (2020, p.23) Les caractéristiques personnelles spécifiques prédisaient à la corruption. Résultat montrent que la corruption est un phénomène en Bosnie-Herzégovine, et des personnes plus instruites, les personnes vivant dans les zones urbaines et les personnes à revenus plus élevés sont plus susceptibles de se livrer à la corruption dans plusieurs secteurs. Les mesures et les politiques visant à réduire les comportements corrompus devraient être conçu de manière à prendre en compte les caractéristiques spécifiques de ces individus. La régression logistique a été utilisée pour générer des modèles à partir desquels des prédictions ont été faites.

2. Données et méthodologie

2.1. Source des données

Les données qui seront utilisées dans le cadre de cet article proviennent de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée dans les huit pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) avec l'appui technique de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et l'appui financier de la Commission de l'UEMOA.

L'ERI-ESI réalisée en 2018 en Guinée-Bissau est représentative au niveau national, selon le milieu de résidence et au niveau des neuf régions administratives du pays. Elle est basée sur un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. Cette enquête comporte, en plus du questionnaire ménage, un questionnaire emploi avec un module sur la gouvernance, paix et sécurité, et un questionnaire secteur informel. Les données ont été collectées par l'Institut National de la Statistique de la Guinée-Bissau et les pondérations ont été calculées par rapport aux données du Recensement Général de la Population et de l'habitat réalisé en 2009 par l'INE. Au total 5 557 ménages ont été enquêtés dont 1 857 en milieu urbain. Les données nécessaires à notre étude portent sur les personnes âgées 18 ans et plus enquêtés dans ménages au cours de l'enquête sont 20182 individus des deux sexes.

2.2 Méthodologie

2.2.1 Construction d'un indice de perception de la gouvernance

La variable d'intérêt représentant la perception des populations sur la gouvernance a été construite à partir de scores portant sur différents items (cf. annexe 2). Les modalités des différentes variables incluses dans le calcul de l'indice et ordonnées dans le sens de la mauvaise perception ont été recodées comme suit : $1/2 = 0$ et $3/4 = 1$, au contraire sont recodées $1/2 = 1$ et $3/4 = 0$. La valeur maximale du score est 16. La variable ainsi obtenue a été transformée (isgouv) pour refléter une bonne perception pour les valeurs élevées et mauvaise perception pour les valeurs faibles. Un seuil de 7 a été fixé pour la création de la variable dichotomique de la perception de la mauvaise gouvernance (gouv).

Ainsi, $gouv = 1$ si $isgouv < 7$ « Mauvaise perception de la gouvernance » et 0 sinon.

Tableau 1 : Répartition des individus selon le score de gouvernance (valeurs élevées traduisent une bonne perception)

Valeur du score	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	Total
Pourcentage	1,7	8,3	10,1	13,2	10,5	7,2	7,0	4,8	3,0	2,2	3,3	5,4	5,3	6,1	3,8	5,2	2,8	100,0

Source : INE, ERI-ESI 2018 et nos calculs

2.2.2 Méthode d'analyse et variables

Dans le cadre de cet article, nous utiliserons deux méthodes d'analyse : l'analyse descriptive et l'analyse explicative.

La méthode d'analyse descriptive nous permet d'étudier les variations du score de gouvernance selon les différentes caractéristiques des individus et du ménage.

L'analyse explicative permet à l'aide d'un modèle économétrique d'identifier les facteurs explicatifs de la perception de la gouvernance. Eu égard à la nature de notre variable dépendante, qualitative binomial (La perception des populations sur la gouvernance), nous allons estimer un modèle de régression logistique binomial. Deux modèles seront estimés : un modèle sans la variable de perception de sécurité et, l'autre avec la variable de perception de la sécurité afin d'identifier l'effet de cette variable sur la perception de la gouvernance.

Dans le modèle logistique binomial, l'objectif est de prédire les valeurs prises par la variable dépendante aléatoire Y définie comme $\{y_1, y_2, \dots, y_K\}$. Pour la régression logistique binaire, Y prend uniquement deux modalités $\{+, -\}$ (ou $\{1, 0\}$ pour simplifier). Nous disposons d'un échantillon Ω de taille n . La valeur prise par Y pour un individu ω est notée $Y(\omega)$. Le fichier comporte J descripteurs $\{X_1, X_2, \dots, X_J\}$. Le vecteur de valeurs pour un individu ω s'écrit $(X_1(\omega), X_2(\omega), \dots, X_J(\omega))$. Dans le cadre binaire, pour un individu donné, sa probabilité a priori d'être positif s'écrit $P[Y(\omega) = +] = p(\omega)$. Lorsqu'il ne peut y avoir d'ambiguïtés, nous la noterons simplement p . Lorsque l'échantillon est issu d'un tirage aléatoire dans la population, sans distinction des classes d'appartenance, si n_+ est le nombre d'observations positives dans Ω , p peut être estimée par n_+/n . On parle de "schéma de mélange".

La probabilité a posteriori d'un individu ω d'être positif c.-à-d. sachant les valeurs prises par les descripteurs est notée $P[Y(\omega) = +/X(\omega)] = \pi(\omega)$. Ici également, lorsqu'il ne peut y avoir de confusions, nous écrivons π . Ce dernier terme est très important. En effet, c'est la probabilité que l'on cherche à modéliser.

Le LOGIT d'un individu ω s'écrit

$$\ln \left[\frac{\pi(\omega)}{1 - \pi(\omega)} \right] = a_0 + a_1 X_1(\omega) + \dots + a_J X_J(\omega)$$

Avec $X(\omega) = (1, X_1(\omega), X_2(\omega), \dots, X_J(\omega))$, la première composante ($X_0(\omega) = 1, \forall \omega$) symbolise la constante ; $a' = (a_0, a_1, \dots, a_J)$ est le vecteur des paramètres. Enfin, toujours pour alléger l'écriture, nous omettons le terme ω lorsque cela est possible. La régression permet d'évaluer la qualité globale de la régression, d'autres permettent de juger la contribution individuelle de chaque variable.

3. Résultats

3.1. Analyse descriptive du score de perception de la gouvernance

L'analyse de la mauvaise perception de la gouvernance selon les différentes caractéristiques de l'individus montre que la proportion d'individus ayant une mauvaise perception de la gouvernance augmente avec l'âge des individus. En effet, les jeunes de 18 – 24 ans ont une bonne perception de la gouvernance (49,1%) que les adultes (51,6% des 25 – 34 ans et 52,7% des 35 – 64 ans). Selon le score de perception, un peu plus d'un quart des 35 ans et plus appartiennent aux deux premiers déciles. Selon le sexe, on note que les femmes ont une bonne perception de la gouvernance que les hommes. En effet, 50,8% des femmes ont une mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau contre 52,6% des hommes. 48,8% des femmes de 18 à 24 ans ont une mauvaise perception de la gouvernance contre 56,8% des hommes de 65 ans et plus. Selon le niveau d'instruction, 52,7% des individus n'ayant aucun niveau d'instruction et 53,4% de ceux ayant le niveau d'instruction estiment que la gouvernance est mauvaise. En outre, 45,2% des femmes ayant le niveau d'instruction du supérieur estiment que la gouvernance est mauvaise contre 58,4% des hommes. Les personnes ayant effectué une migration interne ont une moins bonne perception de la gouvernance du pays.

Les populations rurales ont une moins bonne perception de la gouvernance (54,7%) que celles vivant à Bissau (50,1%) et dans les autres centres urbains (42,1%). 27,8% de la population rural appartiennent aux deux premiers déciles du score de perception de la gouvernance.

Selon les régions du pays, on note que les régions de Bolama/Bijagós (60,3%), Cacheu (58,5%) et Biombo (56,2%) sont les régions où les populations ont une moins bonne perception de la gouvernance du pays.

Les personnes non affiliées à aucun parti politique (59,7%) ont une moins bonne perception de la gouvernance que les sympathisant (52,0%) et les membres (33,3)

Tableau 2 : Mauvaise perception de la gouvernance et score de perception de la gouvernance selon les caractéristiques des individus de 18 ans et plus

	Perception de la gouvernance (%)		Total	Décile du score de la gouvernance (%)										Total
	Homme	Femme		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Groupe d'âges														
18 - 24 Ans	49,6	48,8	49,1	9,3	14,7	11,4	8,4	5,2	4,7	13,8	10,0	10,3	12,1	100,0
25 - 34 Ans	52,6	50,8	51,6	9,9	14,7	11,5	9,3	6,2	5,6	13,6	10,9	9,5	8,8	100,0
35 - 64 Ans	53,4	52,1	52,7	10,6	15,4	10,8	9,9	6,1	5,5	14,6	11,2	10,1	6,0	100,0
65 Ans et plus	56,8	50,3	53,7	11,3	16,2	10,1	10,3	5,9	6,7	14,0	10,8	8,2	6,6	100,0
Nationalité														
Étranger	50,0	40,8	44,6	7,4	11,9	10,4	7,2	7,8	6,6	15,2	13,4	12,0	8,3	100,0
Bissau-Guinéen	52,7	51,1	51,8	10,2	15,1	11,1	9,5	5,9	5,4	14,1	10,8	9,8	8,2	100,0
Niveau instruction														
Aucun	54,4	51,8	52,7	12,2	14,8	10,2	9,7	5,8	5,6	15,0	11,5	8,8	6,4	100,0
Primaire	52,0	50,3	51,2	8,4	15,1	12,3	9,4	6,1	5,7	13,6	10,1	10,5	8,9	100,0
Secondaire	49,8	47,0	48,7	8,5	15,4	10,6	8,6	5,7	4,1	12,4	10,8	11,8	12,2	100,0
Supérieur	58,4	45,2	53,4	8,2	17,6	12,7	8,6	6,3	4,4	11,8	9,6	9,3	11,6	100,0
Profil migratoire														
Natif	52,3	50,2	51,2	10,4	14,8	10,9	9,4	5,7	5,4	15,1	11,4	9,7	7,2	100,0
Migration interne	55,3	55,2	55,2	9,3	17,2	12,2	9,7	6,8	5,5	8,0	7,3	10,2	13,8	100,0
Migration internationales	46,0	46,0	46,0	8,3	11,6	11,8	6,4	8,0	5,9	13,0	12,1	12,6	10,4	100,0
Strates de résidence														
SAB	51,3	49,0	50,1	7,0	14,9	12,4	9,2	6,6	4,0	10,3	9,5	12,1	13,9	100,0
Autres urbains	42,0	42,2	42,1	5,9	16,4	8,4	6,5	5,0	5,2	12,8	13,5	16,8	9,6	100,0
Rural	55,8	53,8	54,7	13,0	14,8	11,0	10,2	5,7	6,3	16,5	11,0	6,9	4,6	100,0
Région														
Tombali	54,8	55,9	55,4	11,4	17,2	10,0	10,2	6,6	6,2	12,1	12,2	9,6	4,6	100,0
Quinara	55,4	54,2	54,8	13,2	17,1	9,5	8,0	6,9	5,6	11,9	10,2	11,0	6,5	100,0
Oio	47,3	44,7	45,9	12,4	13,9	7,5	7,5	4,6	5,3	21,9	13,6	7,9	5,5	100,0
Biombo	55,8	56,5	56,2	11,6	17,5	11,6	9,6	5,9	4,8	9,4	7,9	10,5	11,2	100,0
Bolama/Bijagós	61,4	59,5	60,3	9,1	26,3	15,4	6,5	3,1	5,9	13,6	11,7	1,1	7,4	100,0
Bafatá	50,2	48,0	49,0	11,2	13,7	9,4	9,0	5,7	4,7	15,2	14,2	9,9	7,0	100,0
Gabu	53,7	49,7	51,5	12,4	17,3	10,3	7,6	3,9	6,6	19,0	11,9	6,2	4,8	100,0
Cacheu	58,4	58,5	58,5	10,6	10,7	14,2	15,1	7,9	8,9	13,2	7,2	10,6	1,6	100,0
SAB	51,3	49,0	50,1	7,0	14,9	12,4	9,2	6,6	4,0	10,3	9,5	12,1	13,9	100,0
Membre dans partie politique														
Membre	35,9	30,5	33,3	1,1	12,9	8,7	6,5	4,2	4,6	10,2	15,9	17,4	18,6	100,0
Sympathisant	53,1	50,4	52,0	6,9	16,1	13,4	8,8	6,9	6,7	14,5	10,8	11,5	4,4	100,0
N'est pas affilié	61,4	58,5	59,7	13,6	15,6	11,4	10,4	6,3	5,5	15,2	9,2	7,1	5,6	100,0
Total	52,6	50,8	54,5	10,2	15,1	11,1	9,4	5,9	5,4	14,1	10,8	9,8	8,2	100,0

Source : INE, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Le tableau suivant présente la perception de la gouvernance selon les caractéristiques économiques de l'individu. Les individus au chômage (54,9%) et les inactifs (55,4%) ont une moins bonne perception de la gouvernance que les personnes en activités. 51,2% des indépendants du secteur du secteur agricole ont une mauvaise perception de la gouvernance et 30,1% d'entre eux appartiennent aux deux premiers déciles du score de perception de la gouvernance. 52,9% des salariés du secteur public ont une mauvaise perception de la gouvernance contre 49,0% des salariés du secteur privé formel.

54,6% des travailleurs hautement qualifiés non manuel estiment que la gouvernance est mauvaise contre 50,2% des travailleurs non qualifiés. Les travailleurs hautement qualifiés sont plus concentrés dans 2^{ème} et 3^{ème} décile du score de perception de la gouvernance (29,5%). Selon les grands groupes de profession, 55,0% des professions intermédiaires ont une mauvaise appréciation de la gouvernance, suivi des professions intellectuels et scientifiques (53,9%). Parmi les professions manuelles, les Conducteurs d'installations et de machines sont ceux ayant une plus mauvaise appréciation de la gouvernance du pays.

Plus le revenu augmente plus les individus apprécient moins la gouvernance dans le pays. En effet, 67,0% des personnes ayant un revenu mensuel supérieur à 500 000 FCFA ont une mauvaise appréciation de la gouvernance et un quart d'entre elles se situe dans le quatrième décile du score d'appréciation de la gouvernance.

Tableau 3 : Perception de la gouvernance et score de perception de la gouvernance selon les caractéristiques économique des individus

	Perception de la gouvernance (%)	Décile du score de la gouvernance (%)										Total
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Groupes socio-économiques dans l'emploi actuel												
Salarié du secteur public	52,9	6,2	17,2	12,5	9,5	7,6	4,3	11,7	11,2	11	8,9	100
Salarié du secteur privé formel	49,0	6	14,7	12,4	9,7	6,2	3,8	11,1	12,1	15,5	8,5	100
Indépendant du secteur non agricole	49,3	7,7	15,3	10,8	9,4	6,2	4,9	13,7	12	11,7	8,4	100
Indépendant du secteur agricole	51,2	15,1	15	7,9	6,9	6,3	5,3	23,1	10,7	6,9	2,7	100
Aide familial et actif assimilé	52,2	5	10,9	13,2	13,6	9,6	3,5	9,4	8	13,6	13,4	100
Chômeur	54,9	4,2	10,4	19,6	13,7	7	7,6	11,2	7,9	9,5	8,8	100
Main oeuvre potentielle	51,3	7,7	12,7	10,8	13	7	8,9	15,1	6,9	6,1	11,7	100
Inactif	55,4	12,6	17,1	10,8	9	5,9	5,2	12,2	11	8,5	7,7	100
Secteur institutionnel en activité principale												
APU	54,0	6,6	16,3	14,1	9,4	7,6	4,7	12,5	11,9	9,6	7,4	100
EPP	50,1	5,3	19,3	8,3	9,9	7,3	2,8	8,5	8,1	16,5	14	100
Secteur privé	49,7	8,7	14,8	10,6	9,1	6,5	4,7	14,9	11,5	11,4	7,9	100
Ménages	58,6	4,5	14	15,9	17,8	6,4	3,9	7,4	7,6	21,2	1,4	100
Grands groupes d'occupation												
Hautement qualifiés non manuels	54,6	8	17,6	11,9	10,9	6,2	4,9	12,3	10,9	10,3	7,1	100
Peu qualifiés non manuels	46,2	7,3	14	9,4	8,5	7	4,9	13,1	11,7	13,9	10,3	100
Qualifiés manuels	49,6	9,8	13,8	10,5	8,4	7,1	4,8	18,3	11,7	10,3	5,4	100
Non qualifiés	50,2	7,6	14,5	12,8	9,6	5,6	3,6	10,9	10,4	12,9	12	100
Grand groupe de la CITP												
Directeurs, cadres de direction et gérant	52,4	10	10,3	13,1	12,2	6,9	3,4	8,6	12,5	18,5	4,6	100
Professions intellectuelles et scientifique	53,9	8,2	16,7	13,2	10,1	5,7	5	12,8	8,6	12,2	7,5	100
Professions intermédiaires	55,0	7,7	18,6	11,2	11,1	6,4	5	12,4	11,7	8,9	7,1	100
Employés de Type administratif	52,8	5,1	22,3	11	8,4	6,2	4,3	9,2	14,3	11,9	7,6	100
Personnel des services directs aux partis	45,6	7,5	13,2	9,3	8,6	7	4,9	13,4	11,5	14,1	10,6	100
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'	48,6	12,4	12,1	8,2	8,1	7,7	5,4	21,2	11,5	10,4	3	100
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'	50,6	6,5	15,5	13,6	10,1	5	4,3	13,9	13,2	9,7	8,4	100
Conducteurs d'installations et de machines	52,5	3,4	19,1	15	4	11	2,2	14,7	8,3	11,8	10,4	100
Professions élémentaires	51,5	8,4	15,2	13,2	10,4	4,4	3,7	11,8	10,6	13,3	9	100
Professions militaires	41,5	3,1	10,2	9,9	5	13,4	2,9	5,2	8,9	10,1	31,3	100
Revenu mensuel imputé des valeurs nulles												
0-24 000	45,6	3,5	10	12,1	11,3	8,7	8,4	15,9	18,6	8,7	2,8	100
25 000-48 000	53,6	3,7	18,7	11,5	13,3	6,4	4,7	14,3	16,3	7,4	3,8	100
48 800-98 000	47,8	1,9	18,2	13,5	8,5	5,8	5,8	14,8	16,4	11,5	3,7	100
100 000-230 000	54,9	2,8	15	12,7	14,7	9,7	2,6	15,1	12,5	9,2	5,7	100
232 000-460 000	50,4	12,4	12,7	10,5	8,4	6,4	4,5	20,5	14,3	6,8	3,5	100
500 000 et plus	67,0	1,00	19,6	13,9	26,3	6,3	1,5	13,8	9,9	5,3	2,5	100

Source : INE, ERI-ESI 2018 et nos calculs

Les individus de 18 ans et plus vivant dans des ménages dirigés par un homme ont une moins bonne perception de la gouvernance que ceux vivant dans des ménages dirigés par une femme. En effet, 52,7% des individus de 18 ans et plus vivant dans des ménages dirigés par un homme ont une mauvaise perception de la gouvernance contre 46,7% pour ceux qui vivent dans des ménages dirigés par une femme. Les individus vivant dans les ménages dirigés par un homme sont plus concentrés dans le 1^{er} et 2^{ème} décile (26,2%) du score de perception de la gouvernance et ceux vivant dans des ménages dirigés par une femme dans le 2^{ème} et 3^{ème} décile (25,9%).

52,3% des individus vivant dans des ménages où le chef n'a aucun niveau d'instruction ont une mauvaise appréciation de la gouvernance et 27,1% des individus de 18 ans et plus vivant dans un ménage dirigé par un personne n'ayant aucun niveau d'instruction se retrouvent dans le 1^{er} et 2^{ème} décile du score de perception de la gouvernance. Contrairement, 51,8% des individus vivant dans un

ménage dirigé par une personne ayant le niveau supérieur ont une mauvaise appréciation de la gouvernance et se retrouve plus dans le 2^{ème} et le 3^{ème} décile du score d'appréciation de la gouvernance.

En moyenne, plus la taille du ménage augmente moins les individus apprécient la gouvernance. 55,0% des individus de 18 ans et plus vivant dans un ménage de 6 à 8 personnes ont une mauvaise appréciation de la gouvernance, suivi de ceux vivant dans un ménage de 4 à 5 personnes (53,1%). C'est deux groupes sont plus concentrés dans le 1^{er} et 2^{ème} décile du score d'appréciation de la gouvernance.

58,9% des individus de 18 ans et plus vivant dans un ménage pauvre ont une mauvaise appréciation de la gouvernance et un tiers d'entre eux se retrouvent dans les deux premiers déciles du score de perception de la gouvernance et 45,3% des individus de 18 ans et plus vivant dans un ménage plus riche ont une mauvaise appréciation de la gouvernance dont 26,9% se retrouvent dans 7^{ème} et 8^{ème} décile du score de perception de la gouvernance.

Tableau 4 : Perception de la gouvernance et score de perception de la gouvernance selon les caractéristiques du ménage

Caractéristiques du ménage	Perception de la gouvernance (%)	Décile du score de la gouvernance (%)										Total	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Sexe du CM													
Homme	52,7	11,1	15,1	11,2	9,5	5,9	5,5	14,3	10,6	9,8	7,1	100,0	
Femme	46,7	5,8	15,1	10,8	8,9	6,1	5,0	12,9	12,0	9,9	13,6	100,0	
Niveau instruction du CM													
Aucun	52,3	12,0	15,1	9,9	9,4	5,9	5,4	14,2	11,3	8,8	8,1	100,0	
Primaire	51,7	8,5	15,2	12,2	9,9	5,9	5,7	15,2	9,9	9,7	7,8	100,0	
Secondaire	49,1	9,9	14,1	11,2	7,6	6,3	4,4	10,1	12,3	13,7	10,4	100,0	
Supérieur	51,8	8,5	16,2	12,8	9,7	4,8	6,7	12,3	10,8	11,0	7,4	100,0	
Taille du ménage													
Une personnes	44,5	9,7	9,1	13,3	9,0	3,5	4,1	6,3	15,2	7,7	22,2	100,0	
2 - 3 personnes	52,2	7,6	16,7	11,6	9,2	7,1	3,9	11,9	12,2	11,1	8,6	100,0	
4 - 5 personnes	53,1	10,0	17,0	10,9	9,0	6,3	5,9	12,6	12,2	9,4	6,8	100,0	
6 - 8 personnes	55,0	12,0	16,6	10,7	9,6	6,2	5,3	13,4	10,4	9,2	6,7	100,0	
9 personnes et plus	49,7	9,5	13,8	11,3	9,5	5,6	5,6	15,0	10,5	10,1	9,1	100,0	
Niveau de vie non monétaire													
Le plus pauvre	58,9	13,7	19,8	10,7	9,0	5,8	5,7	13,4	9,0	7,7	5,3	100,0	
Second	54,2	10,1	16,8	11,6	9,3	6,4	5,9	12,9	10,8	9,3	7,0	100,0	
Moyen	50,6	9,1	14,2	10,0	10,9	6,5	4,9	15,3	11,6	9,7	7,9	100,0	
Quatrième	51,6	9,8	15,2	12,3	9,4	5,1	4,8	13,3	10,5	10,5	9,3	100,0	
Le plus riche	45,3	9,0	11,0	10,8	8,7	5,9	6,0	15,2	11,7	11,2	10,5	100,0	

Source : INE, ERI-ESI 2018 et nos calculs

3.2. Facteurs explicatifs de la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau

Dans le souci d'apprécier l'influence des variables de sécurité sur la perception de la mauvaise gouvernance, nous avons estimé deux modèles économétriques : un modèle sans les variables de sécurité et un modèle avec les variables de sécurité.

Globalement, les deux modèles sont significatifs au seuil de 1%. Le pseudo-R2 est passé de 0,048 dans le modèle 1 à 0,334 dans le second modèle après ajout des variables liées à la l'appréciation de la sécurité. La valeur du pseudo-R2 de 0,334 indique selon McFadden un excellent ajustement du modèle 2. On remarque en plus qu'après introduction des variables de sécurité dans le modèle 1, les variables sexe, âge, nationalité, le diplôme obtenu, la région de résidence, la taille du ménage n'ont plus d'effet significatif sur la perception de la mauvaise gouvernance et les variables niveau d'instruction primaire et situation matrimoniale marié polygame ont un effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance. Concernant les variables liées à la sécurité, on note que les variables d'insécurité vécue n'ont pas d'effet sur l'appréciation de la gouvernance mais les variables sur les tensions entre les communautés et le sentiment d'insécurité quand on marche seul dans son quartier influence significativement l'appréciation de la gouvernance.

La variable de genre est significative au seuil de 1%. Le sexe féminin par rapport au sexe masculin a 0,9 fois plus de chances d'expliquer la mauvaise gouvernance. Cela signifie que les femmes en Guinée-Bissau parlent moins de mauvaise gouvernance que les hommes. La variable Groupes d'âges,

les modalités (25-34 ans, 35-44 ans, 45-54 ans,) toutes significatives et positives au seuil de 1%, expliquent respectivement 1,2 et 1,3 fois par rapport à la tranche d'âge de référence (18-24 ans) mauvaise gouvernance. Groupe d'âge (55 ans et plus) significative au seuil de 5%, mais par rapport à l'âge de référence, elle explique une mauvaise gouvernance 1,2 fois plus. Le statut matrimonial, la modalité Divorcé/veuf par rapport à la modalité de référence Célibataire, explique 1,2 fois plus de mauvaise gouvernance, et est significatif au seuil de 10%. Les variables, taille du ménage et membre ou sympathisant d'un parti politique sont significatives au seuil de 1%. Quant au profil de pauvreté, cette variable est significative au seuil de 1%, et porte un jugement négatif et fort sur la gouvernance dans tous les quintiles, en particulier dans le 2eme quintile, où il est presque une fois plus le jugement négatif de la gouvernance que les plus pauvres.

- ***Effets des caractéristiques individuelles sur la perception de la gouvernance***

La situation matrimoniale, le milieu de résidence et l'appartenance à un parti politique ont un effet significatif au seuil de 5% sur la mauvaise appréciation de la gouvernance et le niveau d'instruction et profil migratoire ont un effet significatif au seuil de 5% sur la mauvaise appréciation de la gouvernance.

Les individus ayant le niveau d'instruction primaire ont 1,4 fois plus de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux n'ayant aucun niveau d'instruction. Les marié(e)s polygames ont 1,9 fois plus de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que les célibataires. Ayant une plus grande responsabilité familiale, les polygames sont très soucieux de la qualité de la gouvernance afin d'avoir accès aux différents services sociaux de base.

Les personnes ayant une fois migré à l'intérieur du pays ont plus de chance d'avoir une mauvaise appréciation de la gouvernance que celles n'ayant jamais migré. De par leurs expériences migratoires, ces personnes sont confrontées à différentes difficultés d'accès aux services de base et au marché du travail. Ces expériences sont pour elles la preuve d'une mauvaise gouvernance dans le pays.

Les inégalités d'accès aux services de base, à l'éducation, à la santé et aux opportunités d'emploi entre les différents milieux de résidence amènent à une mauvaise appréciation de la gouvernance. Comparativement aux personnes qui sont membres d'un parti politique, les sympathisants et les personnes non affiliées à un parti politique présentent 5 fois plus de chance d'avoir une mauvaise appréciation de la gouvernance. Les indépendants du secteur agricole ont 60% moins de chance d'avoir une mauvaise appréciation de la gouvernance que les salariés du secteur public.

- ***Effets des caractéristiques du ménage sur la perception de la gouvernance***

Deux caractéristiques du ménage influencent la perception d'une mauvaise gouvernance en Guinée Bissau : le sexe du chef de ménage et l'indicateur de niveau de vie non monétaire.

Les résultats montrent que les individus de 18 ans et plus vivant dans un ménage dirigé par une femme présentent 40% moins de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau comparativement à ceux vivant dans un ménage dirigé par un homme. Les femmes chef de ménage seraient plus conciliantes avec les autorités sur les questions de gouvernance et donc les membres de leurs familles auraient une meilleure perception de la gouvernance.

Concernant le niveau de vie, on note que toutes les autres classes de niveau de vie ont moins de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que la classe des plus pauvres. L'effet du quintile de niveau de vie second sur la mauvaise perception de la gouvernance est significatif au seuil de 10% et, donc les individus vivant dans les ménages situés dans le quintile de niveau de vie second ont 25% moins de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux vivant dans les ménages les plus pauvres. Les individus vivant dans les ménages les plus riches ont 53% moins de chance d'avoir une mauvaise perception sur la gouvernance que ceux vivant dans les ménages les plus pauvres. On peut penser que les ménages riches bénéficient du système donc sont moins disposés à porter des critiques sur le système de gouvernance.

- ***Effets des variables sur la sécurité sur la perception de la gouvernance***

La perception que les individus se font de la question de sécurité en Guinée-Bissau a un effet sur leur perception de la gouvernance dans le pays. Le changement du pseudo-R2 de McFadden fourni

une idée de l'importance de ces variables sur la qualité de l'ajustement du modèle de perception de la gouvernance.

Les résultats montrent que le fait d'avoir été victime de discrimination ou de vol n'a pas d'influence sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau. En revanche, les individus ayant des sentiments d'insécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier ont 2,6 fois plus de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux se sentant en sécurité dans leur quartier. Ainsi, l'idée selon laquelle les quartiers présentant le plus d'insécurité ont une moins bonne appréciation de la gouvernance dans les pays, en particulier en Guinée-Bissau semble être vérifiée. En effet, l'insécurité dans un quartier suppose l'inexistence d'infrastructure, l'absence d'agents de sécurité et une plus grande précarité de vie.

L'existence de tension ou de violence entre les différents groupes d'une même localité ont un effet négatif sur la perception de la gouvernance. Les individus de 18 ans et plus estimant qu'il existe plutôt des tension ou violence entre différents groupes d'une même localité ont 60% moins de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux estimant qu'il n'y a pas de tension entre les groupes. L'origine du conflit ou de la tension tend à influencer la perception de la gouvernance. Les individus de 18 ans et plus estimant que l'origine de la tension est liée à la compétition économique ont 53% moins de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux estimant que l'origine est d'ordre politique. En revanche, les individus estimant que l'origine du conflit est liée à la rareté des ressources naturelles ont 2,5 fois plus de chance d'avoir une mauvaise perception de la gouvernance que ceux estimant qu'il est d'ordre politique.

Tableau 5 : Estimation du modèle de régression binomial logistique de la mauvaise perception de la gouvernance

Variables explicatives	Modèle 1		Modèle 2	
	Odds ratio	Std. Err.	Odds ratio	Std. Err.
Sexe (Réf. Masculin)				
Féminin	0,893***	0,03	0,84	0,10
Groupes d'âges (Réf. 15 - 24 ans)				
25-34 ans	1,2***	0,06	1,16	0,18
35-44 ans	1,3***	0,08	1,23	0,23
45-54 ans	1,2***	0,08	1,37	0,29
55 ans et Plus	1,2**	0,08	0,99	0,22
Nationalité (Réf. Autres nationalités)				
Guinée-Bissau	1,7***	0,29	1,71	0,97
Niveau d'instruction (Réf. Aucun)				
Primaire	1,07	0,05	1,4**	0,20
Secondaire	0,95	0,10	1,11	0,34
Supérieur	0,72	0,15	1,12	0,65
Situation matrimoniale (Réf. Célibataire)				
Marié monogame	0,95	0,05	0,86	0,13
Marié polygame	0,95	0,06	1,9***	0,38
Divorcé/veuf	1,2*	0,10	1,04	0,28
Profil migratoire (Réf. Non migrant)				
Migration interne	1,4***	0,07	1,4**	0,20
Migration internationale	1,4*	0,28	1,57	0,93
Diplôme obtenu (Réf. Aucun)				
Primaire: 6ème classe	1,08	0,08	0,98	0,19
Secondaire 1er cycle: 9ème Classe	1,2*	0,14	1,41	0,47
12 ème Classe	1,6***	0,28	1,69	0,90
Supérieur	2,3***	0,58	1,92	1,44
Milieu de résidence (Réf. SAB)				
Autres urbains	1,2**	0,09	2,9***	0,86
Rural	2,0***	0,14	2,5***	0,68
Région (Réf. SAB)				
Tombali	0,723***	0,06	0,96	0,29
Quinara	0,635***	0,05	0,94	0,28
Oio	0,577***	0,05	0,93	0,29
Biombo	0,740***	0,06	0,90	0,26
Bolama Bijagós	0,87	0,08	1,70	0,62
Bafatá	0,649***	0,05	1,7*	0,52
Gabu	0,712***	0,06	1,13	0,36
Cacheu	(omitted)		(omitted)	
Quintile de niveau de vie (Réf. Le plus pauvre)				
Second	0,906***	0,050	0,743*	0,132
Moyen	0,804***	0,045	0,575***	0,101
Quatrième	0,818***	0,046	0,631***	0,113
Le plus riche	0,704***	0,040	0,474***	0,084

Variables explicatives	Modèle 1		Modèle 2	
	Odds ratio	Std. Err.	Odds ratio	Std. Err.
Taille du ménage (Réf. Une personne)				
2 à 3 personnes	1,6**	0,372	1,868	1,666
4 à 5 personnes	2,0***	0,442	2,427	2,071
6 à 8 personnes	2,2***	0,478	2,624	2,219
9 personnes et plus	2,1***	0,456	2,429	2,047
Sexe CM (Réf. Masculin)				
Féminin	0,806***	0,040	0,604***	0,096
Niveau d'instruction CM (Réf. Aucun)				
Primaire	1,010	0,042	1,052	0,142
Secondaire	0,944	0,063	1,186	0,242
Supérieur	1,183	0,127	1,379	0,393
Membre ou sympathisant d'un parti politique (Réf. Membre d'un parti politique)				
Proche d'un parti politique	2,1***	0,119	4,625***	0,852
Aucune affiliation à un parti politique	2,7***	0,112	4,916***	0,799
Revenu de l'activité (Réf. Moins de 25000)				
25000 – 48800	1,315	0,246	1,024	0,642
48800 – 100000	0,964	0,175	0,617	0,382
100000 – 232000	0,989	0,203	0,806	0,544
232000 et plus	1,081	0,182	1,452	0,847
Groupes socioéconomiques de l'emploi antérieur (Réf. Salarié du secteur public)				
Salarié du secteur privé	0,890	0,095	0,846	0,268
Indépendant du secteur non agricole	0,975	0,096	0,751	0,220
Indépendant du secteur agricole	0,815*	0,089	0,400***	0,135
Aide familial et actif assimilé	0,915	0,120	0,505*	0,203
Chômeur	1,6***	0,141	1,222	0,326
Main d'œuvre potentielle	0,917	0,062	1,252	0,280
Inactif	(omitted)		(omitted)	
Avoir été une fois victime de discrimination [1] (Ref. Non)				
Oui			1,252	0,264
Sentiment d'insécurité quand on marche seul dans son quartier (Ref. Non)				
Oui			2,6***	0,308
Avoir été une fois victime de vol [2] (Ref. Non)				
Oui			1,431	0,327
Opinion sur le degré de tension ou de violence entre les différents groupes de sa localité (Ref. Pas du tout)				
Beaucoup			1,094	0,392
Plutôt			0,402***	0,103
Pas vraiment			1,137	0,729
Origine de la tension entre les différents groupes de sa localité (Ref. Facteurs politiques)				
Compétition économique			0,476***	0,083
Rareté des ressources naturelles			2,474***	0,521
Différences linguistiques/religieuses/ethniques			0,690	0,190
Disputes territoriales			1,595	0,406
Autres			2,171***	0,299
Constant	0,2***	0,054	0,058**	0,074

Source : INE, ERI-ESI 2018 et nos calculs

*** Significatif au seuil de 1%

** Significatif au seuil de 5%

* Significatif au seuil de 10%

	Modèle 1	Modèle 2
LR chi2 (80)	1042	1196
Prob> chi2	0,000	0,000
Pseudo R2	0,048	0,334
Log likelihood	-10434,1	-1191,8

[1] Liée à l'ethnie, l'origine régionale, la religion, la situation économique, le genre et le handicap

[2] Victime de vol à la maison, victime de vol à l'extérieur de son lieu de résidence et victime d'agression

Conclusion

Cette étude analyse les facteurs explicatifs de la perception de la mauvaise gouvernance en Guinée-Bissau. Elle a permis de mettre en exergue un certain nombre de résultats importants. En effet, les facteurs sont d'ordre individuels mais aussi liés au niveau ménage. On note que le sexe et l'âge n'ont pas d'effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau. Parmi les caractéristiques individuelles, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale, le profil migratoire et le milieu de résidence ont un effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau.

Les caractéristiques du ménage qui influencent la mauvaise perception de la gouvernance sont le quintile de niveau de vie et le sexe du chef de ménage.

L'un des résultats les plus importants est l'effet des variables de sécurité sur la mauvaise perception de la gouvernance. En effet, l'étude montre que les expériences vécues de discrimination ou de vol n'ont pas d'effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance. En revanche, le sentiment d'insécurité et les conflits entre différents groupes d'une même localité ont un effet significatif sur la mauvaise perception de la gouvernance. L'introduction des variables de sécurité dans le modèle inhibe les effets des variables sexe, groupe d'âges, nationalité et région de résidence sur la mauvaise perception de la gouvernance en Guinée-Bissau.

Bibliographie

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE. (2001). Pauvreté et gouvernance au Cameroun en 2001
Camila Brocco, Tadeu Grando et Vanessa de Quadros Martins. (2018). Transparence de la gestion publique municipale: Facteurs explicatifs du niveau de transparence de la ville moyenne et grande taille - Rio Grande do Sul, Brésil
- Jasmina Mangafić & Ljiljan Veselinović. (2020). The determinants of corruption at the individual level: evidence from Bosnia-Herzegovina, 2020
- Steven VAN DE WALLE. (2012). Peut-on mesurer la qualité des administrations publiques grâce aux indicateurs de gouvernance ? 2005/3, Chercheur, Instituut voor d'Overheid, Katholieke Universiteit Leuven, Belgique
- LA BANQUE MONDIALE ET LA GENÈSE DE LA NOTION DE BONNE GOUVERNANCE.
OCDE. (2010). Charles Oman et Christiane Arndt, La mesure de la gouvernance,
- Jean Fabre, PNUD Meisel & Ould Aoudia . (2007). Conception de la gouvernance, Regards croisés de la Banque mondiale, de la Commission européenne et du PNUD. Vers une harmonisation des conceptions de la gouvernance ?
- Axe thématique II : Construction des indicateurs de gouvernance - Les enjeux de la construction des indicateurs de gouvernance illustrés par les approches de la Banque mondiale, de la Commission européenne et du PNUD, 2007

Annexe 1 : Partie gouvernance du questionnaire GPS

GD. GOVERNABILIDADE DEMOCRÁTICA (SHA5A) Questionário reservado as pessoas com 18 anos e mais			
<p>G1. Neste país, os direitos humanos são respeitados? Circule o número correspondente a resposta (1. Completamente 2. Um pouco 3. Não necessariamente 4. Não)</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G10. Como acha que o seu conselho local/município põe em prática as seguintes ações? Circule o número da resposta correspondente (1. Muito bem 2. Bem 3. Mal 4. Muito mal)</p> <p>A. Informar os cidadãos sobre os programas de ação e orçamentos B. Consultar os cidadãos na tomada de decisões C. Consultar os chefes tradicionais /da comunidade D. Realizar os projetos a nível local</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G2. Democracia é frequentemente associada às seguintes características. a) Quais vos parece essenciais? g. b) Eles são respeitadas no país? (1. Sim 2. Não)</p> <p>A. Liberdade de expressão B. Liberdade de imprensa (mídia) C. Igualdade perante a lei D. Liberdade política (escolha de seu país) E. Eleições livres e transparentes F. Liberdade de viajar G. Liberdade de religião H. Liberdade de associação I. Não discriminação</p> <p>A. Essenciais B. Respeitada</p>	A B	<p>G11. As informações fornecidas sobre as políticas e orçamentos pelas autoridades centrais aos cidadãos são: 1. Muito completa 2. Suficiente 3. Insuficiente 4. Nenhuma informação</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G3. Em geral, esta satisfeito com o funcionamento da democracia (no seu país)? Circule o código (1. Completamente 2. Um pouco 3. Não necessariamente 4. Não)</p> <p>+ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G12. Em que medida a corrupção constitui um problema para o país? Circule o número (1. Muito grave 2. Grave 3. Pouco grave 4. Não grave)</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G4. O que pensa dos seguintes tipos de sistema político para governar o país? Circule o número de resposta correspondente (1. Muito boa 2. Boa 3. Não muito boa 4. Não é bom)</p> <p>+ + - -- 1 2 3 4</p> <p>A. Ter a frente um homem forte, que não se preocupa nem com o parlamento nem com as eleições B. Que sejam tecnocratas, e não homens políticos, que decidem o que é bom para o país C. Que o exército/forças armadas governa o país D. Ter um sistema político democrático</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G13a. Quantas vezes teve de pagar um suborno, dar um presente a um funcionário nos últimos 12 meses? 0. Sem contato 1. Nunca 2. Raramente 3. As vezes 4. Sempre (Colocar os números correspondentes nas células para A e B)</p> <p>A. Você pessoalmente <input type="checkbox"/></p> <p>B. Outros membros do agregado <input type="checkbox"/></p>	A B <input type="checkbox"/>
<p>G5. As pessoas às vezes são discriminadas de acordo com as suas características pessoais. No país: a) acha que existe discriminação ligadas a...? b) Foi vítima de discriminação devido a sua ...? (1. Sim 2. Não)</p> <p>F. Etnia G. Regional H. Origem religiosa I. Situação económica (pobreza) J. Género K. Deficiência</p> <p>A. Opinião B. Vítima</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G13b. Se sim, em que serviço (principal)? (especificar) <input type="text"/></p> <p>G13c. Se sim, em que ocasião (principal)? (especificar) <input type="text"/></p> <p>G13d. Se sim, qual é o montante total que o vosso agregado para a corrupção ao longo do ano? FCFA <input type="text"/></p>	<input type="checkbox"/>
<p>G6a. Em geral, as pessoas consideram que as mulheres devem ter as mesmas oportunidades que os homens para ser eleitas para cargos políticos? 1. Sim 2. Não</p> <p>G6b. Na sua opinião, as mulheres deveriam ter as mesmas oportunidades que os homens... [ver G6a]? 1. Sim 2. Não</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G14. Até que ponto os seguintes grupos estão envolvidos na corrupção? Assinale a opção apropriada (1. Nenhum → 4. Todos)</p> <p>A. Os funcionários (em geral) B. A polícia C. Os agentes do Fisco (imposto, alfândegas) D. Os juizes, magistrados, funcionários do tribunal E. O presidente F. Os ministros G. Os deputados / membros do parlamento H. As autoridades locais I. As autoridades religiosas J. Os líderes/chefes tradicionais</p> <p>-- - + ++ 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G7. a) Já esteve em contacto com as seguintes instituições nos últimos 12 meses b) Tem confiança neles? (1. Sim 2. Não)</p> <p>A. A Administração (em geral) B. A Justiça C. A Polícia D. O Sistema de saúde pública E. O Sistema de educação pública F. O Fisco (impostos, alfândegas) G. O Sistema de segurança social H. Informação / Mídias oficiais I. O Exército J. O Parlamento K. O Presidente</p> <p>A. Contato B. Confiança</p>	A B	<p>G15a. Na Guiné-Bissau, existe uma organização anti-corrupção? 1. Sim 2. Não</p> <p>G15b. Na sua opinião, o governo é eficaz na luta contra a corrupção? 1. Fortemente 2. Eficaz 3. Não muito 4. Não de todo</p> <p>G15c. Tem informação suficiente sobre os esforços do governo no combate à corrupção? 1. Sim 2. Não</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G8. Em que medida as pessoas seguintes fazem o seu melhor para ouvir o que pessoas como você têm para lhes dizer? Circule a resposta correspondente (1. Nunca 2. Algumas vezes 3. Raramente 4. Sempre)</p> <p>A. Os deputados da Assembleia Nacional/Parlamento B. Os conselheiros (eleitos) municipais C. Os chefes tradicionais</p> <p>-- - + ++ 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G16a. Votou nas últimas eleições presidenciais? 1. Sim 2. Não</p> <p>G16b. Se não, porquê? 1. Nenhum candidato que represente seus desejos 2. Votar não serve de nada 3. Não registado nos cadernos eleitorais 4. Outra razão (especificar) <input type="text"/></p>	<input type="checkbox"/>
<p>G9. Na sua opinião, em que medida as autoridades locais têm o poder? Circule o número da resposta correspondente (1. Muito poder 2. Suficiente 3. Insuficiente 4. Nenhum poder)</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G17. Neste país, sente-se livre de: Circule a resposta correspondente (1. Totalmente 2. Livre 3. Um pouco livre 4. Não de todo)</p> <p>A. Dizer o que pensa B. Aderir a organização política da sua escolha C. Escolher para quem votar sem pressão</p> <p>+ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G18. Acha que os políticos tomam em conta as preocupações / reivindicações do povo? (1. Totalmente 2. Raramente 3. As vezes 4. Não de todo)</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G21. Entre os partidos políticos, há um entre eles, que lhe é próximo? (1. Muito → 4. Não de todo)</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G19. Uma vez eleito, acha que o partido no governo dá espaço (toma em conta) as vozes das oposições: A. Os partidos políticos da oposição B. Os grupos minoritários</p> <p>+ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G22. Está interessado na política? Circular a resposta (1. Muito → 4. Não de todo)</p> <p>++ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
<p>G20. É membro (dirigente ou não) de uma associação? A. Local (bairro, etc.) 1. Sim (dirigente) 2. Sim (membro) 3. Não B. Religiosa 1. Sim (dirigente) 2. Sim (membro) 3. Não C. Profissional 1. Sim (dirigente) 2. Sim (membro) 3. Não D. Familiar/originário 1. Sim (dirigente) 2. Sim (membro) 3. Não E. Poupança (Abota, etc.) 1. Sim (dirigente) 2. Sim (membro) 3. Não F. Partido político (membro) 3. Não G. Outros (membro) 3. Não (se sim precisar)</p>	<input type="checkbox"/>	<p>G23. Tem o hábito de discutir a política com pessoas próximas (família, amigos, pessoas com relacionamentos)? Circular a resposta (1. Frequentemente → 4. Nunca)</p> <p>+ + - -- 1 2 3 4</p>	<input type="checkbox"/>
		<p>G24. No decorrer do ano, participou em movimentos (petições, greves, manifestações)? 1. Sim 2. Não</p>	<input type="checkbox"/>

Annexe 2 : Variables ayant permis de construire le score de perception de la gouvernance

Nombre variable	Libellé	Modalités
G1	Dans ce pays, les droits de l'homme sont-ils respectés ?	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G3	En général, êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie dans [votre pays] ?	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G4	Pensez-vous que les types de système politique suivants sont souhaitables pour gouverner le pays ? A. Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections B. Que ce soient des technocrates, et non des hommes politiques, qui décident ce qui est bon pour le pays C. Que l'armée dirige le pays D. Avoir un système politique démocratique	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G8	Pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour être à votre écoute? A. Les députés à l'Assemblée Nationale/Parlement B. Les conseillers (élus) communaux C. Les chefs traditionnels	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G9	D'après vous, pensez-vous que les autorités locales ont du pouvoir?	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G10	Pensez-vous que votre conseil local/communal met bien en pratique les actions suivantes A. Informer les citoyens sur les programmes d'action & les budgets B. Consulter les citoyens dans la prise de décision C. Consulter les chefs traditionnels/de la communauté D. Réaliser des projets au niveau local	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G11	Pensez-vous que les informations fournies sur les politiques et budgets par les autorités centrales aux citoyens sont complètes ?:	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout
G12	Pensez-vous que la corruption constitue un problème pour le pays	1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Togo